



Ces avocats assassinés, emprisonnés, persécutés

Hommage aux avocats colombiens

**24 janvier 2022** 



à l'occasion de la Journée de l'avocat en danger 2022

IDHAE-2022 2 Hommages aux avocats colombiens. © Copyright IDHAE 2022

Directeur de la publication : Bertrand FAVREAU

ISSN: 2354-4554

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayant cause, est illicite et constitue une contrefaçon, aux termes des articles L.335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.



Eduardo Umaña Mendoza (1946-1998)

Célébré comme l'un des meilleurs pénalistes de son pays, Eduardo Umaña a consacré sa vie d'avocat à combattre les abus de l'État et à assurer la défense juridique des syndicalistes marginalisés et victimes de violations des droits de l'homme.

Au titre de ses affaires les plus emblématiques, il s'est occupé des victimes du génocide contre l'Union patriotique (UP) et le Parti communiste colombien. Il a été au nombre des avocats qui ont intenté une action en justice contre l'État colombien devant la Commission interaméricaine des droits de l'homme pour sa responsabilité et sa participation aux crimes contre l'UP.

Tout au long de sa carrière, il a reçu des menaces de mort pour son travail de défenseur des droits de l'homme.

À partir de 1985, il s'est lancé dans la défense des familles des disparus du Palais de Justice.

C'est alors qu'il enquêtait sur les disparus du Palais de justice, le 18 avril 1998, que deux hommes et une femme se faisant passer pour des journalistes sont entrés dans le bureau d'Eduardo Umaña à Bogotá. Une femme et deux hommes qui se faisaient passer pour des journalistes, sont entrés dans son bureau où, après avoir ligoté l'assistant de l'avocat, ils l'ont réduit au silence à coups de feu. Après avoir immobilisé sa secrétaire, ils l'ont abattu. La famille de l'avocat soutient que les militaires, de concert avec l'organisation « La Terraza », ont planifié et exécuté sa mort. L'affaire reste ouverte à l'Unité des droits de l'homme à Bogotá sans qu'aucune diligence n'ait abouti à un résultat significatif.

En 2021, après un lent processus d'enquête du Parquet, la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) étudie la responsabilité de l'État dans un crime contre l'humanité, qui impliquerait des agents de renseignement de l'armée et du paramilitarisme en Colombie.

4 IDHAE-2022 Hommages aux avocats colombiens

#### Menaces

"Ce qui est inquiétant, c'est qu'en Colombie, le parquet n'enquête pas de manière rigoureuse sur le crime de menaces de mort, mais commence plutôt l'enquête lorsque la menace a déjà été consommée, c'est-à-dire qu'elle commence par un homicide", Un avocat colombien.

Au commencement, il y a les menaces. En Colombie, plus qu'ailleurs, les menaces loin d'être mineures relèvent d'une graduation et s'inscrivent malheureusement toujours dans une parfaite articulation entre des souffrances récurrentes et cumulatives, imposés à certains avocats. Les menaces de mort insistante e t renouvelée qui constituent des les prémices des atteintes les plus graves. Avant l'élimination physique, la détention, la radiation il y a la dissuasion : le harcèlement lancinant, l'intimidation récurrente, les pressions latentes, les entraves multipliées parmi lesquels les menaces de mort prennent une forme déterminante, souvent la plus apparente.

Les menaces ne peuvent s'apprécier en vérité qu'à l'aune du danger qui les entoure. En Colombie plus qu'ailleurs, il est périlleux de défendre les plus défavorisés comme s'il fallait à tout prix faire taire les avocats des sans voix. Car on les fait taire, en effet...

En avril 1998 Eduardo Umaña Mendoza, éminent avocat pénaliste, célèbré pour sa défense des syndicalistes, des prisonniers politiques et des proches de personnes disparues, qui avait prémonitoirement figuré parmi les candidats retenus pour le vote final du Jury du Prix Ludovic Trarieux en 1996, a été assassiné dans son bureau de Bogota par un escadron de la mort qui s'étaient fait passer pour des journalistes

Umaña Mendoza, qui avait réchappé à au moins deux tentatives antérieures de meurtre dans la décade précédente et dont le nom est aujourd'hui révéré les défenseurs des droits de l'homme colombien, a œuvré à la fondation d'un cabinet d'avocats aujourd'hui bien connu en Colombie, le Corporación de Colectivo Abogados "José Alvear Restrepo "dont les membres sont persécutés tour à tour.

D'autres ont subi une persécution récurrente, subtile, perverse : violences répétées, menaces permanentes, harcèlements étatiques, plus souvent mises en œuvre par un instrument judiciaire non indépendant du pouvoir, ou livrés sans protection aucune à l'acharnement de groupes particuliers ou de factions, que l'inertie policière et judiciaire, renforcent dans une escalade souvent fatale.

Ils doivent se résoudre à sentir en permanence la menace dite ou non dite : la menace constante, éternelle, perpétuelle, la menace incessante, suspendue, qui plane à chaque instant. Chaque matin, apporte son lot de dissuasion de vérification de pression d'arrestation. Tous les jours, sa suite de surveillance filature, interpellations, d'insulte et d'agressions physique par des agents de la police des renseignements, la SEJIN. Il y a aussi ces inconnus qui vous abordent dans la rue anonymement pour vous déconseiller de continuer à vous occuper de certaines affaires en n'ajoutant pour que ce soit bien clair qu'ils connaissent votre adresse, les prénoms et les écoles de vos enfants... tout cela pour le cas où vous ne comprendriez pas.

Quant à ce que vivent les avocats qui s'engagent dans la défense des droits fondamentaux des populations ne peut être mieux résumés que par le discours prononcé par le bâtonnier Bertrand Favreau le 8 novembre 2019 à Luxembourg, lors de la remise du prix international des droits de l'homme Ludovic Trarieux, à Rommel Durán Castellanos : \*

« Songeons ici, à ce qu'ils sont contraints de vivre chaque jour, ces survivants provisoires de l'hécatombe. Quel est le vécu quotidien de ces avocats devenus des cibles? Il leur faut se résoudre à sentir en permanence la menace, dite ou non dite : la menace constante, perpétuelle, une menace suspendue, qui plane à chaque instant au-dessus de chacun de leurs actes de leur vie professionnelle et familiale. Chaque action apporte son cortège de suspicion, de dissuasion de vérification et de vexations, de pressions, d'interpellations ou d'arrestations. Chaque jour nait ainsi pour eux avec son cortège de surveillance et autre filature, d'interpellations, d'insulte ou d'agressions physique par des agents de la police des renseignements (SEJIN). Dans les rues, il y a parfois aussi ces inconnus qui les abordent dans la rue, anonymement ou en tenue anonyme, pour vous déconseiller fermement de continuer à vous occuper de certaines affaires en n'ajoutant pour que ce soit bien clair qu'ils connaissent leur adresse, les prénoms et les écoles de leur enfants... tout cela pour le cas où il ne comprendraient pas.

C'est cela la vie de certains avocats chaque jour, en Colombie ? C'est cela le prix à payer pour avoir voué sa vie professionnelle à la défense des prisonniers politiques, des communautés marginalisées, des minorités spoliées, comme les villageois dépossédés de Pitalio, ou des familles des victimes de disparitions forcées, tortures et d'exécutions extrajudiciaires perpétrés par des groupes paramilitaires parfois, disent les ONG, sous le regard des agents de l'État.?

C'est le destin auquel sont voués non seulement la corporation José Alvar Restrepo mais aussi les membres de la Corporation juridique Yira Castro, de l'association des avocats défenseurs Eduardo Umana Mendoza, du comité de solidarité avec les prisonniers politiques, du mouvement des victimes des crimes d'État, le MOVICE, Ou encore de l'Equipo juridico « Pueblos », à Bucaramanga et de de tant d'autres que l'on ne peut tout citer :

Chaque matin, ils savent qu'ils peuvent mourir, et chaque mois, chacun se demande lequel d'entre eux sera visé. Ce mois ils ne vivront, hantés par le spectre de ces tueurs cagoulés, chevauchant moto venue de nulle part qui surgiront brusquement, pour vider sur eux un chargeur de balles de 9mm avant de s'enfuir sans jamais risquer d'être retrouvés puisqu'ils ne seront pas recherchés. Chaque jour, la mort pourra s'inviter, à la porte d'un garage, à la grille d'un jardin, devant un établissement scolaire, une salle de sport où l'on vient de conduire ses enfants et plus encore à chaque mètre du trajet journalier, qui a déjà été surveillé, épié et balisé. À Cali, un décret local a interdit le « parillero » c'est-à-dire à deux hommes de plus de 14 ans de monter sur la même moto de circuler sur la même moto. Tout motocycliste doit circuler avec son numéro minéralogique en évidence sur son casque sur sa veste. Pourtant rien n'y a fait. Il existe toujours des fourgonnettes remplies d'hommes armés, ou plus simplement les faux clients avides de conseils urgents qui se présentent dans une salle d'attente avant de vider leur chargeur lors de la consultation.

Le problème est et demeure, là encore, que dans ces pays, il n'y a pas d'enquête effective, et donc une impunité pour les tueurs salariés comme pour les auteurs intellectuels.

Dans toutes les affaires sensibles (vis-à-vis du régime au pouvoir, vis-à-vis d'adversaires puissants comme les grandes sociétés internationales ou les grands propriétaires fonciers, voire face aux crimes organisés). l'avocat désarmé est naturellement exposé quel que soit son camp : qu'il s'expose courageusement à l'adversaire pour défendre la victime ou bien qu'il soit l'avocat de membres de l'organisation criminelle qui lui font payer les espérances téméraires qu'il a pu donner à ses clients quant au résultat. Même un avocat de cause paisibles purement civile, impliquant qu'il ne sache ou non, des parents des proches des relations de narcotrafiquants est exposé à payer de sa vie son intervention dans un dossier. »

## La souffrance des avocats colombiens

#### **Portraits**

#### Rommel Duran Castellanos

Victime d'intimidation grave, de menaces de mort, d'agressions physiques et de détention arbitraire depuis 2007



Le 27 mai 2019, le XXIVème Prix International des Droits de l'Homme "Ludovic-Trarieux" 2019 a été attribué à Rommel Durán Castellanos, 33 ans, président de l'Equipo Juridico Pueblos (EJP), et bénévole du Comité pour la solidarité avec les prisonniers politiques (CSPP), à Bucaramanga, dans le département du César. Le Prix lui a été remis officiellement à Luxembourg le 8 novembre 2019.

Au cours des deux dernières décennies, Rommel Durán a défendu les communautés marginalisées réclamant la restitution de leurs terres et assiste les victimes d'exécutions extrajudiciaires et celles de disparitions forcées, tortures et meurtres perpétrés par des groupes paramilitaires. Depuis 2007, il fait l'objet en permanence de harcèlement et de

représailles injustifiées, notamment d'intimidations graves, de menaces de mort, d'agressions physiques et de détentions arbitraires.

Malgré les lettres du groupe d'avocats Colombia Caravana à l'Unité de Protection des Victimes, Rommel Durán Castellanos attend toujours une décision pour bénéficier des mesures de protection du gouvernement. Quelques jours avant cet incident, l'Unité de protection nationale colombienne avait officiellement classé le niveau de risque auquel Rommel Duran Castellanos était exposé comme maximal. Bien qu'il ait été englobé dans les mesures de protection accordée collectivement au Comité de solidarité avec les prisonniers politiques, ces mesures étaient de nature insuffisante pour garantir efficacement sa protection.

En décembre 2013, il a survécu à une tentative d'assassinat par deux hommes non identifiés alors qu'il rendait visite à des clients de la communauté rurale de Pitalito, en Colombie.Les membres de sa famille sont également exposés à des risques. En 2016, son frère a été abattu.

Le 9 août 2014, Rommel Durán Castellanos a été arrêté arbitrairement dans le village Curumaní et remis à des agents de la police des renseignements (SEJIN). Durant sa détention, il a subi des mauvais traitements et des tortures. Après une campagne internationale en sa faveur, Rommel Durán Castellanos a été libéré avoir été détenu pendant 20 heures. En 2015, il a été insulté et agressé physiquement par des agents de la SEJIN, après avoir tenté de rendre visite à un certain nombre de clients qui avaient été arrêtés lors de manifestations à Bucaramanga.

## Daniel Ernesto Prado Albarracín

Menaces à répétition contre l'avocat des les victimes du groupe paramilitaire «Les 12 apôtres»



Daniel Ernesto Prado Albarracín, qui défend, en collaboration avec la Commission inter-ecclésiale colombienne de Justice et Paix, les victimes des crimes commis par le groupe paramilitaire "Los 12 Apóstoles" (Les 12 apôtres), été victime de graves actes d'intimidation, notamment: menaces de mort, suivies par des hommes armés après avoir assisté à des audiences, et déclarations publiques diffamatoires à son encontre de hauts fonctionnaires.

Le dernier incident grave s'est produit le 25 février 2019, lorsqu'une vidéo d'origine inconnue a commencé à être diffusée stigmatisant son travail d'avocat et affirmant que son activité de défense des droits de l'homme fait partie d'"Une guerre politique contre les frères Uribe (...) de la part du sénateur

actuel Gustavo Petro", qui "entretient des liens étroits avec les FARC", tous étant "soutenus par Daniel Ernesto Prado Albarracín dans le cadre d'un procès contre Santiago Uribe Vélez qui n'a pas de preuves ni de vrais témoins. "

Précédemment, le 30 novembre 2018, lors d'une tournée en Europe et quelques jours après l'une des audiences planifiées, le compte de messagerie de Daniel Prado était piratée et ses courriels supprimés. Seul le billet électronique a été laissé dans sa boîte de réception, indiquant la date de son retour en Colombie, sous-entendue comme une action d'intimidation et de menace

Le groupe paramilitaire «Les 12 apôtres» fait l'objet de poursuites du procureur général pour de nombreux meurtres et disparitions qui lui sont imputés entre 1988 et 1997 dans le nord d'Antioquia. Des poursuites sont en cours contre le principal accusé et prétendu fondateur des "12 apôtres", Santiago Uribe Velez, et plusieurs autres accusés devant le Juzgado Primero Especializado de Antioquia.

Depuis le debut de cette procédure pénale, Daniel Prado a fait l'objet de graves actes d'intimidation, notamment de: menaces de mort, filatures par des hommes armés après avoir assisté à des audiences, et des déclarations publiques diffamatoires à son encontre de hauts fonctionnaires. Ainsi, le 29 février 2016, quelques jours après la capture de Santiago Uribe Vélez, son frère, l'actuel sénateur Álvaro Uribe Vélez, accusait Daniel Prado d'être un combattant de la guérilla dans une vidéo publique. De même, le 2 novembre 2017, quelques jours après le début des audiences préparatoires à l'affaire, Daniel Ernesto Prado Albarracín a été menacé de mort dans un appel enregistré sur son téléphone fixe avec le message suivant: "HP, vous allez mourir, nous allons le tuer. "

Daniel Prado est un avocat reconnu et un membre de l'Observatoire des Droits de l'homme Surcolombiana. Il a commencé sa carrière en accompagnant légalement les membres des familles de victimes de disparitions forcées au début des années 90. La Commission interaméricaine des droits de l'homme (Medida cautelar W 261-16 du 20 novembre 2017) lui a accordé des mesures de protection.

# Jorge Eliécer Molano Rodríguez

Espionnage et intimidations diverses



Jorge Eliecer Molano Rodriguez est l'avocat de nombreuses organisations comme Sembrar Organisation, NOMADESC, la Corporación Jurídica Utopía (Legal Utopia Organisation) and Fedeagromisbol. Avocat indépendant depuis 2005, il est intervenu dans de nombreuses affaires de disparitions forcées très médiatisées, d'exécutions extrajudiciaires et des attaques contre des défenseurs des droits de l'homme, comme le siège du Palais de justice de 1985 et le massacre de 2005 contre la communauté de paix de San José de Apartadó. Jorge Molano et un autre avocat, German Romero, ont fait l'objet de menaces de mort pour avoir défendu aux côtés de Alfamir Castillo, la mère d'un jeune homme victime d'une exécution extrajudiciaire par des

membres des forces armées colombiennes à Palmira en 2008..

En octobre 2009, Jorge Eliécer Molano Rodríguez a été objet d'une campagne de diffamation par nombreux médias, qui l'ont accusé de « terrorisme ». Avant cela, le 25 août 2009, un homme identifié comme Alberto Acosta, qui pourrait être un ancien employé de l'Armée Nationale, s'est dirigé vers Jorge Molano Rodríguez en affirmant : " si quelque chose nous arrive, ... á nous ou à certains de nos familiers, nous responsabilisons le juge et son conseiller l'avocat Jorge Molano, que notre sang tombe sur ces personnages". Alfamir Castillo, elle-même, a également été menacée. Début décembre 2009, des personnes déguisées en civils ont tenté d'entrer dans sa maison. Son bureau était surveillé, sa femme était suivie et il recevait des menaces via Internet. Sept membres du 57e bataillon anti-guérilla Martires de Puerres de la brigade n °8 de l'armée colombienne ont été condamnés à plus de 40 ans de prison pour des exécutions extrajudiciaires. Pendant la durée du procès et après, Jorge Molano et sa famille ont été victimes d'actes d'intimidation et sont de plus en plus souvent surveillés. Il a révélé avoir à plusieurs reprises reçu des menaces de mort pour avoir dénoncé des situations « où sont impliqués des généraux de l'armée et des fonctionnaires du Gouvernement ».

Le 17 mai 2013, un tract a été glissé sous la porte du bureau du Comité Mujeres Corteras de Caña et indiquait « Muerte a Alfamir y a sus abogados por meterse con los lovos peses » (mort à Alfamir et à ses avocats qui plaisantent avec les loups et les poissons). Cette menace a été proférée une semaine avant le procès des militaires impliqués dans cette affaire.

En 2013, à l'occasion d'une audience, Jorge Molano a détaillé le caractère permanent des menaces et des actes d'intimidations dont il faisait quotidiennement l'objet : menaces explicites affichées sur les forums de commentaires des médias d'information en ligne couvrant l'affaire, la surveillance et la filature par des individus, l'interception de ses lignes téléphoniques d'avocats interceptées et leur coupure brutale au milieu d'une conversation, cambriolages à son domicile et vol d'informations ; des attaques sur ses e-mails et son site Web .

. En septembre 2001, la Commission interaméricaine des droits de l'homme avait ordonné aux autorités colombiennes d'octroyer un service de protection à Jorge Molano.. Mais la décision n'a jamais recue de réponse adéquate des autorités. En septembre 2014, les audiences concernant les exécutions extrajudiciaires visant des membres du bataillon de contre-guérilla n° 57 « Mártires de Puerres » ont dû être reportées car Jorge Molano a déclaré qu'il n'avait pas les garanties de son déplacement au regard des menaces croissantes qu'il recevait à l'approche du procès.

En octobre 2014, un tribunal se fondant sur l'avis de l'Unité de protection nationale de l'État (Unidad Nacional de Protección (UNP) qualifiant d'"extraordinaire » le niveau de risque auquel été confronté Jorge Molano, a enjoint aux autorités colombiennes de rétablir dans les 48 heures une protection à son profit.

## José Humberto Torres

Déclaré « cible militaire »



José Humberto Torres, avocat membre du Comité de Solidarité avec les prisonniers politiques (CSPP) à Barranquilla (département de l'Atlantique), a fait l'objet de plusieurs appels aux meurtres successifs. Sa tête a même été mise à prix.

José Humberto Torres Diaz a assuré la défense de nombreux défenseurs des droits de l'homme et prisonniers politiques et à ce titre il a fait l'objet de nombreuses menaces tout au long des trois dernières décennies. Il a été contraint à l'exil à deux reprises, en 1991 puis en 2004, en raison de craintes pour sa sécurité et celle de sa famille.

Depuis son retour en Colombie en 2005, José Humberto Torres a exigé à plusieurs reprises du gouvernement colombien qu'il garantisse les mesures de protections approuvées par la Commission interaméricaine des droits de l'homme pour améliorer sa sécurité et celle de sa famille, mais aucunes mesures effectives ne lui ont été assurées.

Le 15 novembre 2007, un ancien commandant d'un groupe paramilitaire, a reconnu, au cours d'une audience en justice à Barranquilla, avoir ordonné en 2004 l'assassinat de José Humberto Torres, et que cet ordre était toujours en vigueur. Le 23 avril 2008, José Humberto Torres avait reçu un courriel de menaces de mort d'un groupe se présentant comme les « Aigles noirs ». Le 14 mars 2012, une récompense de 200 millions de pesos colombiens (120 000€) a été offerte par des "parapoliticiens" paramilitaires et des membres du groupe criminel los "Rastrojos", à quiconque assassine le défenseur des droits de l'homme renommé.

Le 4 août 2013, le groupe paramilitaire des Commandos urbains Los Rastrojos a envoyé des menaces de mort par courriel. 30 personnes, des syndicalistes pour la plupart, ainsi que plusieurs organisations, sont visées comme des cibles militaires et accusées d'avoir des liens avec la guérilla. Parmi les personnes citées dans la menace de mort, figurent l'avocat José Humberto Torres ainsi que le Collectif d'avocats José Alvear Restrepo. Ils ont également menacé leurs familles. José Humberto Torres a pris part à des poursuites judiciaires contre des membres des forces publiques et des responsables de l'État vraisemblablement impliqués dans des exécutions extrajudiciaires.

Jose Humberto Torres et le porte-parole de la Plateforme Nationale pour les Droits de l'homme. Il avait officiellement réclamé l'ouverture d'une enquête sur les liens entre les membres du congrès et les groupes paramilitaires, et les rôles de certains membres du Congrès dans plusieurs crimes. Il a pris part à une affaire contre l'ancien directeur du Departament Administrativo de Seguridad - DAS (Département Adminsitratif de Sécurité), pour le meurtre du défenseur des droits de l'homme Alfredo Correa de Andreis, des poursuites contre des chefs paramilitaires et des affaires liées à des exécutions extrajudiciaires impliquant des membres des forces publiques.

## Leonardo Jaimes Marín

L'avocat du Comité de solidarité avec les prisonniers politiques déclaré « cible militaire » par un groupe paramilitaire.



Leonardo Jaimes Marín a défendu les prisonniers politiques dans le Nord-Est colombien ainsi que de nombreux paysans accusés d'avoir collaboré avec des membres de la guérilla sur la base de faux témoignages de déserteurs des FARC. Les avocats qui défendent les personnes accusées de subversion ont eux-mêmes été fréquemment qualifiés de subversifs par les forces de sécurité et les groupes paramilitaires. Ces accusations ont souvent été accompagnées ou suivies de menaces de mort.

Le 13 octobre 2010, Leonardo Jaimes Marín avait été approché par un homme qui s'est identifié comme Richard Alberto Martinez, qui l'a informé qu'il parlait au nom des Grupos de Acción Unificada por la Libertad Personal GAULA (Groupes d'action unifiés pour la liberté personnelle, spécialisés dans la résolution des prises d'otages) de l'Armée de terre et qu'un ordre avait été donné d'attenter à sa vie de Leonardo Jaimes Marín et et à celle des familles des victimes, si les accusés des exécutions extrajudiciaires dans des affrontements survenus le 28 mars 2008 étaient condamnés.

Leonardo Jaimes Marín, a reçu le 29 avril 2014, dans les bureaux du Central Unitaria de Trabajadores, de Bucaramanga, la capitale du département de Santander, (Confédération unitaire des travailleurs) une lettre de menace dans une enveloppe scellée (portant ostensiblement le sceau de la municipalité de Lebrija). Le message, adressé à « alias Leo avocat de la défense des prisonniers narco meurtriers », l'informait de ce que lui-même, en sa qualité d'avocat du Comité de solidarité avec les prisonniers politiques et les membres de l'Equipo Jurídico Pueblos, avaient été désormais déclarés "cibles militaires" (objetivos militares) par un groupe paramilitaire. La menace émane d'un groupe paramilitaire qui s'auto-proclame « Autodefensas Unidas de Colombia - Los Rastrojos - Comando Los Urabeños » (Forces d'autodéfense unies de Colombie - Los Rastrojos - Commando Los Urabeños).

La menace a été proférée après une mobilisation paysanne dans le nord de la Colombie, qui a fait l'objet d'une sévère répression par la police. Leonardo Jaimes Marín est, avec Rommel Durán Castellanos, l'avocat de la communauté Pitalito dont les membres soutiennent avoir été privés de leurs terres après avoir été contraints, sous la menace, de les vendre à des prix abusivement bas.

## La souffrance au jour le jour 2002-2022

(Extraits)

#### **2002**

- 15 mars 2002 : Pedro Julio Mahecha Avila, avocat spécialisé dans la défense des droits humains et d'autres membres du Collectif d'avocats "José Alvear Restrepo"
- 2 décembre 2002 : Diana Milena Murcia Et Javier Alejandro Acevedo, avocats défenseurs des droits humains.

#### 2003

- 18 novembre 2003 : Menaces contre Daniel Ernesto Prado Albarracin, conseiller juridique de l'Association des familles de détenus et disparus (ASFADDES)
- 30 juillet 2003 : Me Teresa de Jesús Cedeño Galíndez, avocate et présidente du Comité permanent pour la défense des droits de l'Homme (CPDH) arrêtée le 30 juillet à Bogotá

#### **2004**

#### - 14 juin 2004 : Pedro Julio Mahecha Avila a été l'objet d'actes de harcèlement



Pedro Julio Mahecha Avila, avocat membre du Collectif des Avocats « José Alvear Restrepo », a été l'objet d'actes de harcèlement par le Département Administratif de Sécurité (DAS). Le 14 mai, dès son arrivée, pour raisons professionnelles, à Cartagena (département de Bolivar), il a été suivi par des personnes qui se sont présentées comme des fonctionnaires du DAS. Ces pressions ont été si fortes que M. Mahecha Avila a dû fuir et annuler son voyage à Barranquilla, prévu dans le cadre du Programme de l'Union Européenne «Pays, démocratie et développement».

Le Collectif, ainsi que d'autres organisations de défense des droits de l'Homme, avait été accusé à plusieurs reprises depuis 2003 par le président colombien Alvaro Uribe Vélez d'être au service des «terroristes qui se cachent derrière le drapeau des droits de l'Homme».

Le 12 décembre 1996, le Rapporteur spécial de l'ONU chargé de la question de l'indépendance des juges et des avocats, avait adressé un appel urgent au Gouvernement colombien au sujet de Pedro Julio Mahecha Avila qui représentait des familles de paysans menacés par des groupes paramilitaires dans le département de Cesar et qui aurait été suivi et surveillé par des inconnus. 2 septembre 2004Menaces contre Diane Teresa Sierra Gomez, membre du Collectif d'avocats « José Alvear Restrepo ».

- 3 septembre 2004 - Actes de harcèlement envers Diane Teresa Sierra Gomez, membre du Collectif d'avocats "José Alvear Restrepo".

Diane Teresa Sierra Gomez, membre du Collectif d'avocats « José Alvear Restrepo » et invitée par la FIDH à participer à l'Assemblée des Etats parties à la Cour pénale internationale à la Haye, a dû annuler son déplacement par crainte de représailles de la part du Département administratif de sécurité (DAS). En effet, l'organisation a eu connaissance d'un témoignage tout à fait crédible affirmant que le DAS avait prévu d'organiser une opération contre Diane Teresa Sierra Gomez à l'Aéroport El Dorado de Bogota.

Par ailleurs, Lilia Solano, directrice de l'ONG « Projet justice et vie », a été victime pendant de nombreux mois d'actes de harcèlement et de menaces particulièrement graves, mettant en péril sa vie et sa sécurité, ainsi que celles des personnes participant à ses conférences. Les brigades d'Autodéfenses Unies de Colombie du bloc central de Bolivar l'ont accusée via leur site Internet d'être une « idéologue de la « narcoguerilla » et de « salir les esprits des étudiants ».

#### *2006*

- 13 septembre 2006 : Menaces de mort contre José Humberto Torres Díaz, avocat de l'organisation Comité de solidarité avec les prisonniers politiques (FCSPP).
- 15 novembre 2007 : José Humberto Torres Díaz L'ordre d'assassiner l'avocat du Comité de solidarité avec les prisonniers politiques (FCSPP), à Barranquilla, serait toujours en vigueur selon des paramilitaires.
- 23 avril 2008 : Nouvelles menaces de mort contre José Humberto Torres Díaz, avocat du Comité de solidarité avec les prisonniers politiques (FCSPP).

#### *2007*

#### - 23 août 2007 : Poursuites judicaires ouverte par le parquet contre Armando Pérez Araújo



Le parquet de La Guajira n'a pas hésité à d'entamer des poursuites judiciaires contre Armando Perez Araujo qui se consacre depuis vingt ans à la défense des communautés indiennes Wayuu et afro-colombiennes expulsées de leurs terres, objet de la convoitise des multinationales étrangères pour le développement de la mine à El Cerrejon, La Guajira.

Les terres qui appartiennent aux Tamaquitos ne sont pas reconnues comme un resguardo " indienne " (réserve), ni comme une communauté indienne, malgré l'existence d'un règlement indigène.

#### 2009

- -4 février 2009 : Menaces de mort contre Blanca Irene López y Claudia Erazo, avocates et membres de la Corporación Jurídica Yira Castro (CJYC).
- -2 mars 2009 : Menaces contre Lina Paola Malagón Díaz, membre de la Commission colombienne des juristes.
- -7 mars 2009 : Darley Moreno Torres, avocat et ancien président du SINTRADIAN, victime d'une tentative d'enlèvement en plein centre de Bogota.
- -10 mars 2009 Des poursuite pénales instaurée contre Elkin de Jesús Ramírez Jaramillo, avocat de la Corporation juridique « Liberté », pour ses écritures adressées à la Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme (CIDH)
- -26 mars 2009 : Nouvelles menaces contre Irene López et Claudia Erazo avocates de la Corporación Jurídica Yira Castro (CJYC).
- −27 novembre 2009 : Surveillance et manœuvres d'intimidation à l'encontre de l'avocat Jorge Eliecer Molano Rodriguez.

## Blanca Irene López et Claudia Erazo

Deux avocates membres de la Corporación Jurídica Yira Castro (CJYC) recoivent leurs premières menacées de mort de la part les "Aigles noirs"

Les menaces récurrentes à l'encontre la Corporacion juridique "Yira Castro" (Corporación Jurídica "Yira Castro" - CJYC se sont multipliées à partir de 2007. En juin 2007, le siège de la Corporation a fait l'objet d'un cambriolage au cours duquel d'importants documents de travail ont été dérobés. A partir de juillet 2007, plusieurs membres de l'organisation avaient reçu des emails de menaces de mort.

Un message de menaces de mort dirigé contre Blanca Irene López et Claudia Erazo, avocates et membres dela CJYC, en provenance de aguilas.negras@yahoo.es est arrivé par courrier électronique au siège de la CJYC et à la Coordinación Nacional de Desplazados.

Le courrier précisait que les activités de Irene López et Claudia Erazo étaient quotidiennement surveillées et se terminait par : "nous avons l'ordre clair du bloc capital des Aigles noirs de l'assassiner le plus tôt possible ...et si l'yira continue de défendre ce "Guerrillero" nous ne répondons pas Attentivement Aigles Noirs AUC Bloc Capital".

Il s'agit du huitième courrier électronique dirigé contre la CJYC, depuis juillet 2007, avec un langage identique, le même objectif et apparemment un expéditeur identique.

De même, le 15 octobre 2007, Blanca Irene López, avocate et membre de la CJYC, a trouvé à son domicile, à Bogotá, un message manuscrit annonçant sa mort pour le 24 décembre. A la demande de la CJYC et du CCAJAR, la Commission interaméricaine des droits de l'Homme (CIDH) avait du accorder des mesures de protection le 21 août 2007 aux membres de la CJYC. La CJYC n'a pas obtenu de réponse des organes d'enquête de l'Etat qui leur permettrait d'identifier d'où les courriers électroniques proviennent et qui en sont les responsables.La Corporación Jurídica Yira Castro est une ONG de défense des droits de l'homme qui fournit une assistance juridique aux personnes qui ont été forcées de fuir leur foyer en raison de la guerre civile qui déchire la Colombie depuis de nombreuses années. Elle soutient également la direction de la Coordination nationale des personnes déplacées (CND), sur le plan juridique et forme les membres de l'organisation à la défense des droits de l'homme.

## Lina Paola Malagón Díaz

Menacée de mort par le Bloc capital des Aigles noirs.

Lina Paola Malagón Díaz, avocate spécialisée dans la défense des droits syndicaux et membre de la Commission colombienne des juristes (CCJ), qui combat l'impunité de la violence antisyndicale en Colombie, a reçu le 2 mars 2009 des menaces par un fax adressé au bureau de la CCJ à Bogotá, signé du groupe paramilitaire du Bloc capital des Aigles noirs.

Le fax arrivé indiquait que l'une de ses avocates, Lina Paola Malagón Díaz, était un « objectif militaire ». Dans ce texte, le groupe qualifiait en outre Lina Paola Malagón Díaz de « salope de la guérilla travaillant pour la défense des syndicalistes » et affirmait qu'il la recherchait ainsi que sa famille. Il mentionnait également des informations personnelles la concernant, notamment son numéro de téléphone portable, qu'il prétendait avoir mis sur écoute, et l'adresse de son domicile, qu'il disait sous surveillance. Le groupe menacait de la tuer si elle ne quitte pas immédiatement Bogotá. Le texte accusait également la CCJ d'être « pleine de combattants communistes » et faisait référence aux menaces qui avaient contraint l'un des membres de cette organisation à quitter le pays fin 2008.

En février 2009, Lina Paola Malagón a rédigé un rapport soulignant l'impunité accordée en Colombie aux auteurs de crimes perpétrés à l'encontre de syndicalistes, pour leurs activités de défense des droits des travailleurs. Ce rapport a été la base des faits exposés à l'audience du Congrès des Etats-Unis, le 12 février 2009, qui avait pour objet d'examiner la situation des droits des travailleurs et la violence antisyndicale en Colombie.

## Elkin de Jesús Ramírez Jaramillo



Elkin de Jesús Ramírez Jaramillo, avocat de la Corporation juridique « Liberté " (CJL), dont le siège est à Medellín, a été entendu en qualité d'inculpé par le Procureur 216 Délégué de la Section des Juges Pénaux de la Cour de Bogota le 10 mars 2009, à la suite de poursuites pénales pour diffamation engagées en 2005 par le Colonel Néstor Iván Duque. Il lui est reproché d'avoir dénoncé dans un rapport adressé à la Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme (CIDH), le massacre de huit membres de la communauté de paix de San José de Apartadó, en février

2005 par des soldats de la 17e brigade de l'armée colombienne que commandait le Colonel Néstor Iván Duque.

#### *2010*

- 9 février 2010 : Menaces d'assassinat contre Bayron Ricardo Góngora avocat de l'organisation de la Corporación Jurídica Libertad (CJL)
- 30 juin 2010 : Harcèlement contre Daniel Prado Albarracín l'avocat de l'Observatoire des Droits de l'homme Surcolombiana, à Bogota.
- 4 août 2010 : Judith Maldonado Mojica, agressée et frappée par deux individus à moto.
- 5 octobre 2010 : Alexander Montaña et Sofía López, deux avocats de la Corporación Justicia y Dignidad, menacés et agressés.
- 10 octobre 2010 : Bernardo Ángel Correa, avocat au barreau de Cali, tué sur la route de la valle del Cauca.
- 13 octobre 2010 : Menaces contre Leonardo Jaimes Marín, avocat de victimes d'exécution extrajudiciaires.
- 26 octobre 2010 : William Cristancho Duarte, avocat de Corporación Compromiso, menacé peu après avoir assisté à une audience préliminaire.
- 10 décembre 2010 : William Cristancho Duarte, avocat de Corporación Compromiso, échappe à une tentative d'assassinat.

#### - 9 février 2010 : Un groupe armé illégal aurait touché de l'argent pour tuer Bayron Ricardo Góngora Arango

Le 9 février 2010, un avocat travaillant pour une autre organisation a fait savoir à Bayron Ricardo Góngora, actuellement directeur de l'organisation Corporación Jurídica Libertad – CJL -(Corporation Juridique Liberté), qu'un prisonnier récemment libéré l'avait informé que des tueurs appartenant à un groupe armé illégal opérant dans le quartier de Campo Valdés, dans le nord-est de Medellín, avaient été engagés dans le cadre d'un projet d'élimination de l'avocat. Selon les prisonniers, le groupe armé aurait touché de l'argent pour tuer l'avocat. Deux jours plus tard, un contact de la CJL dans le quartier de Campo Valdés a indiqué à des membres de l'organisation qu'il avait entendu les mêmes informations au sujet de ce « complot ».

Bayron Ricardo Góngora Arango est l'avocat d'un groupe de victimes dans 65 affaires d'exécutions extrajudiciaires impliquant un grand nombre de soldats de la quatrième brigade de l'armée, basée à Medellín. En février 2009, il a porté plainte auprès de la Fiscalía General de la Nación Bureau du procureur général contre deux hauts responsables de l'armée colombienne.

En 2008, la Commission interaméricaine des droits de l'homme a accordé des mesures de protection à la Corporación Jurídica Libertad, et a demandé au gouvernement de fournir toutes les garanties de sécurité pour ses membres.

## Judith Maldonado Mojica

agressée et frappée par deux individus à moto.



Judith Maldonado Mojica, qui travaille comme directrice du «collectif d'avocats Luis Carlos Perez» (CCALCP), a reçu le 12 mars 2010, sur son téléphone portable des menaces paraissant émaner du groupe Águilas paramilitaire Negras (Aigles Le message enregistré sur sa boite vocale disait: «Vous avez un problème, un problème qui ne partira pas. Nous allons mettre une bombe, dont vous serez les responsables. Ils sont entrés dans la communauté et n'y entrerons plus. Ils sont allés là où ils ne devaient pas. Hé Judith, votre organisation est allé ruiner les plans, les plans que

les Aigles noirs avaient contre eux. Vous allez le payer cher».

Le 4 août 2010, Judith Maldonado Mojica a été agressée devant les bureaux de la CCALCP à Bucaramanga, par des hommes armés à moto qui l'ont frappée, l'ont insultée et ont menacé de la tuer. Ils sont partis en emportant son sac à main qui contenait des documents et des appareils de communication de la CCALCP.

Un an plus tôt, le 31 mars 2009, la maison de Judith Maldonado Mojica, avait été curieusement «cambriolée». Parmi les pièces qui ont disparues, figurent toutes les informations réunies lors de ses longs travaux pour documenter les crimes perpétrés par l'armée, en particulier les membres de la 15e brigade mobile et de la 30e brigade de l'armée colombienne, et les détails de la collaboration entre des soldats et des paramilitaires. Créé en 2001, le CCALCP apporte une assistance juridique et pédagogique aux communautés déplacées dans le Catatumbo, au nord-est du pays, une des régions riches d'une faune et d'une flore exceptionnelles, où trois mille paysans ont décidé de résister et de lutter ensemble : depuis dix ans, des groupes paramilitaires sont entrés dans la région. Les paysans vivent dans la peur : massacres collectifs, assassinats, disparitions... Judith Maldonado Mojica travaille au plus près des communautés qu'elle défend, le plus souvent dans des régions éloignées où opèrent des acteurs armés.

#### - 6 septembre 2010 : Yuliana Rico de la Corporación Colectivo de Abogados Luis Carlos Pérez (CCALCP), victime d'une agression

Le 6 septembre 2010, Yuliana Rico, avocate de la «Corporation Collectif d'avocats Luis Carlos Perez» (CCALCP), a été physiquement attaquée et agressée alors qu'elle se dirigeait á pied vers le bureau de la Corporation, à Bucaramanga. Un homme lui a mis un poignard sur la poitrine et l'a poussée au sol, en la blessant aux bras et aux mains. L'agresseur lui a volé son portable et s'est

Une organisation autoproclamée «Mouvements nationalistes et réserve Active de Colombie» a appelé ouvertement, lors d'une manifestation publique, dans le centre de Bogotá, à l'élimination de ses membres.la Corporation Collectif d'Avocat Luis Carlos Pérez (CCALCP) a été victime. La CCALCP est une organisation de défense de droits de l'homme qui a pour finalité d'apporter des services juridiques aux communautés des secteurs sociaux et populaires, au Nord-ouest colombien, en défendant les intérêts des communautés rurales et indigènes.

Au cours de la même semaine, le «Colectivo de Abogados "José Alvear Restrepo"» (CCAJAR) a été informé de l'éventuelle préparation d'un attentat contre la vie d'un de ses avocats alors que la justice pénale colombienne a rendu, au cours de l'été 2010, des verdicts de culpabilité à l'endroit de soldats et hauts gradés de l'armée en lien avec des crimes commis à l'endroit de civils, qui furent représentés par les avocats du CCAJAR devant les tribunaux.

- 14 avril 2011: le domicile de l'avocate et militante pour le droit à la terre, Zoraida Hernández Pedraza, victime d'une tentative de cambriolage.
- 7 juin 2011: menaces de mort contre Julio Cesar Rosero, avocat de membres du MOVICE Capítulo Valle del Cauca.
- 14 avril 2011 ; Zoraida Hernández Pedraza, Cambriolage suspect chez l'avocate qui aide les communautés à défendre et réclamer leurs terres.



Le domicile de Zoraida Hernández Pedraza a fait l'objet d'une tentative de cambriolage, le 14 avril 2011. Deux inconnus ont tenté de pénétrer chez l'avocate et militante pour le droit à la terre, alors qu'elle et sa famille étaient présentes. Les deux hommes ont réussi à atteindre le balcon de la maison et à briser la serrure de la porte, mais ils n'ont pu entrer dans la maison en raison de la fermeture de sûreté complémentaire.

Zoraida Hernández Pedraza est la présidente de la Corporación Sembrar, qui aide des leaders, communautés et organisations à défendre et à réclamer leurs terres. Elle est également le porte-parole notamment du Movimiento Nacional de Víctimas de Crímenes de

Estado – MOVICE (Mouvement national des victimes de crimes d'État). La Corporación Sembrar qui a fait l'objet de menaces répétées, a dû recourir à des entreprises de sécurité privées pour se protéger.

- 7 juin 2011 : Julio Cesar Rosero - Menaces de mort contre l'avocat des membres du MOVICE chapitre de Valle del Cauca.



Le 2 juin 2011, Julio Cesar Rosero a reçu des menaces par SMS sur son téléphone portable, qui disait : « ...tu vas mourir entre les mains des héros de la patrie pour être un informateur, salue les fils de p... noirs de guérilleros ». Quelques jours après, le 7 juin 2011, Julio Cesar Rosero et la section du MOVICE dans la valle del Cauca, ont reçu l'email suivant : « avocat, prend ceci au sérieux, très au sérieux, nous savons que tu es un guérillero, de l'Université del Valle, qui défend les syndicalistes et ces bandits de Santiago de Cali, on te déclare objectif militaire si tu ne renonces pas, dans les 48 heures, à défendre la guérillera noire. »

Les menaces par SMS ont été lancées juste avant une audience, prévue pour le 8 juin 2011, au cours de laquelle il doit être statué sur le maintien de la mise en détention de l'un des officiers accusés du meurtre du mari de Jenny Torres en 2007. Une plainte a été déposée auprès des autorités judiciaires.

- 14 mars 2012 : un appel lancé pour le meurtre de Jose Humberto Torres, avec récompense de 120 000€
- 22 mars 2012 : Luis Guillermo Pérez Casas : Nouvelles diffamations et accusations par l'ancien Président Alvaro Uribe Velez.
- 8 mai 2012 : Jeison Paba Reyes, avocat du Comité permanent du Movimiento Nacional de Víctimas de Estado –MOVICE – et des membres de l'organisation menacés de mort
- 4 juillet 2012 : Yessika Hoyos et Soraya Gutiérrez menaces de mort par courrier électronique contre les avocates du Colectivo José Alvear Restrepo (CCAJAR)
- 10 octobre 2012 : Jorge Eliecer Molano Rodríguez et German Romero Sánchez menacés.

#### Luis Guillermo Pérez Casas



Le 22 mars 2012, l'ancien président de la Colombie Alvaro Uribe Velez a écrit sur son compte Twitter que «Pérez Casas et le Colectivo qui défendent des terroristes cherchent de nouveaux trucs pour moi d'autres fausses accusations". Dans un autre tweet posté sur son compte il a dit: "Dr. Jaime Granados [son avocat] va poursuivre Pérez Casas et Colectivo pour manipulation des prisonniers pour de fausses accusations contre moi. Les indications contenues dans ces tweets diffamatoire contre Luis Guillermo Pérez Casas et 'afformation de manipulation présumée de prisonniers de fausses accusations contre M. Uribe Vélez, sont relatives à une procédure pénale, relative à la mise sur écoute illégale du Département administratif de sécurité (DAS) et au

massacre des Mapiripán département du Meta.

En effet, M. Perez Casas a représenté des victimes contre des représentants du gouvernement de l'ancien président Uribe attribué à la DAS, et contre l'ancien président lui-même, dans toute l'espionnage et la persécution déchaînée contre les défenseurs des droits de l'homme, des juges de la Cour constitutionnelle et les juges de la Cour suprême de la Colombie, les journalistes et les membres de l'opposition politique. M. Perez Casas a également participé à la représentation des victimes du massacre de Mapiripán, entre autres cas.

Luis Guillermo Pérez Casasest avocat et secrétaire général adjoint de la Fédération internationale des Ligues des droits de l'homme.(FIDH), fait partie d'un collectif d'avocats -le `Colectivo de Abogados José Alvear Restrepo´- qui a décidé de dénoncer les collusions entre le pouvoir, l'armée officielle et les paramilitaires des Autodéfenses unies de Colombie (AUC). Luis Guillermo Pérez Casas, a dû fuir en Belgique à l'automne, 2002. La décision officielle de le tuer avait été prise par l'armée et des groupes paramilitaires devaient exécuter cette mission. Une partie de sa famille a dû également être exilée par la suite Il n'est revebnu en Colombie le 30 juillet 2010 après un exil de près de 10 ans et a repris sa fonction d'avocat au sein du Collectif d'avocats José Alvear Restrepo.

## Jeison Paba Reyes

Un autre avocat du MOVICE menacé de mort



Le 8 mai 2012, Jeison Paba Reyes, avocat du Comité permanent du Movimiento Nacional de Víctimas de Estado -MOVICE (Mouvement national des victimes de crimes d'État), et des membres de l'organisation (Franklin Torres, Pedro Geney, Ingrid Vergara) ont reçu un e-mail de menace, qui leur annoncait qu'ils allaient devoir avoir recours aux pompes funèbres L'e mail éta rédigé en ces termes : "De la part d'un représentant des pompes funèbres 'San Diego'. Vous faites partie de notre liste de clients sélectionnés qui possèdent la carte gold, et à l'occasion de la fête des mères, nous proposons des offres fantastiques, telles que des cercueils à moitié prix

[...] Nous espérons que vous viendrez dès que possible dans notre boutique afin de profiter de ces offres exceptionnelles [...] et que vous ne manquerez pas l'opportunité de votre vie".

Peu de jours avants, le frère d'un un membre du MOVICE assassiné par un groupe paramilitaire en mars 2011, a réussi à échapper à un homme armé à San Onofre.

Jeison Paba Reyes a été menacé de mort par téléphone le 16 janvier 2013 et le 13 juillet 2013 il a recu un e-mail l'informant que lui et sa famille étaient des "cibles militaires". De plus, il a été victime de diffamation le 6 juillet 2013 et le 12 février 2013. Le 2 août 2013, le MOVICE a demandé à l'Unité nationale de protection d'étendre les mesures de protection pour Jeison Paba Reyes, mais aucune action n'a été mise en place. Le juin 2014, Jeison Paba Reyes devait recevoir de nouvelles menaces.

# Yessika Hoyos et Soraya Gutiérrez

Des avocates du CCAJAR menacées de mort par courrier électronique



Le 4 juillet 2012, Yessika Hoyos et Soraya Gutiérrez, qui est aussi vice -présidente de la FIDH, toutes deus avocates pour la Corporación Colectivo José Alvear Restrepo (CCAJAR), et 11 autres défenseur-ses des droits de l'homme ont recu un e-mail d'un groupe paramilitaire qui contenait des menaces de mort et déclarait que les défenseurs des droits de l'homme sont des cibles militaires. La menace visait aussi José Humberto Torres.

L'e-mail écrit par l'Armée anti-restitutions de terres daté du 4 juillet à 15h33 les qualifiait comme objectif militaire menace accompagnée de leurs photos respectives et qui disait : « 13 guérilleros camouflés sous leurs rôles de défenseurs des droits de l'homme, 13 objectifs militaires. Notre armée a des instructions claires pour mettre hors d'état de nuire ces salopards qui veulent enlever la terre à des bons citoyens pour la donner à des guérilleros de leur acabit. Ils sont avertis et en connaissance de cause, nous avons pleinement découvert leurs plans et ceux des non moins [HP] guérilleros de merde qui sous l'excuse d'être des défenseurs des droits de l'homme prétendent par le biais de toute sorte d'arbitrages dépouiller de leurs terres les véritables propriétaires afin qu'elles finissent entre les mains d'une poignée de guérilleros, bâtards, fils de chienne

- 15 janvier 2013 : Nouvel attentat contre José Castillo Tuirán à Barranquilla
- 16 janvier 2013 : Jeison Paba Reyes, avocat du Comité permanent du Movimiento Nacional de Víctimas de Estado MOVICE et des membres de l'organisation menacés de mort.
- 11 février 2013 : Menaces de violence contre Gloria Amparo Suárez et Yolanda Becerra, militantes des droits des femmes et leurs enfants.
- 11 février 2013: Menaces de mort contre Luis Armando Sáenz, avocat et journaliste, directeur du magazine En Domingo.

6 juillet 2013 : Menaces de mort à l'encontre de Jeison Paba Reyes.

17 mai 2013 : Menaces de mort contre Jorge Eliécer Molano et Germán Romero Sánchez

- 1er août 2013Manuel Garzón, l'avocat de l'Inter Church Commission Justice et Paix (CIJP) victime d'actes d'intimée d'intimidation à Bogotá
- − 4 août 2013 : José Humberto Torres déclaré cible du groupe paramilitaire colombien « Los Rastrojos ».

## Gloria Amparo Suárez et Yolanda Becerra Vega

Menaces de violence contre les militantes des droits des femmes et leurs enfants



Gloria Amparo Suárez et Yolanda Becerra Vega, qui militent au sein de l'organisation de défense des droits des femmes OFP – Organización Femenina Popular (organisation féminine populaire), ont reçu des menaces de violences concernant leurs enfants, à Barrancabermeja, dans le nord de la Colombie.

Le 11 février, un homme est entré dans le bureau de l'OFP et a demandé des informations sur le cursus de validation

du baccalauréat pour adultes. Après que Gloria Amparo Suárez, la représentante légale de l'OFP, l'eut renseigné, il lui a dit :

« Pourquoi est-ce que vous ne vous occupez pas de ça au lieu d'emmerder le monde au niveau national et de foutre le bordel ? ».

L'homme a alors demandé à Gloria Amparo Suárez si elle savait où se trouvaient ses enfants. Il a lui a alors montré des photos de ses fils sur son portable, en lui disant :

« Nous, nous le savons »...

Il lui a également montré une photo de Yolanda Becerra Vega, la directrice de l'OFP. Elle avait été prise en photo en train de sortir d'une voiture, mise à sa disposition dans le cadre du service de protection du gouvernement. Il l'a ainsi commentée : « Dites à Becerra que [...] même si elle ne dort pas ici, nous connaissons tous ses mouvements, alors maintenant que vous le savez, arrêtez cette merde et restez tranquilles, nous ne voulons pas plaisanter avec vous ».

(« Digale a la Becerra [...] Que aunque no duerma acá sabemos todos sus movimientos así Qué ya saben paren esa mierda y calladitas que no las queremos joder. »)

Gloria Amparo Suárez et Yolanda Becerra Vega ont déjà été menacées à plusieurs reprises notamment par des paramilitaires. Gloria Amparo Suárez est la représentante légale de l'OFP et la coordinatrice pour la région de Magdalena Medio. Yolanda Becerra Vega est directrice nationale de l'OFP. Basée à Barrancabermeja, l'organisation s'emploie à dispenser des informations sur les droits des femmes.

Au cours des derniers mois, Yolanda Becerra Vega s'est activement impliquée dans la mise en place, tant au niveau local que national, d'un plan d'action pour parvenir au renforcement des droits des victimes à obtenir vérité, justice et réparation.

#### Emir Bravo Muñoz

Le président de la fondation des droits de l'homme de Pitalito obligé de quitter la ville, après des menaces de mort.



Emir Bravo Muñoz, avocat et président de la Fundación para la promoción y la defensa de los derechos humanos "Nelson Carvajal Carvajal" (Fondation pour la Promotion et la Défense des Droits de l'Homme) a dû quitter la ville de Pitalito, à 180 km de Neiva, la capitale du département de Huila, où il exerçait son activité professionnelle, en raison des menaces de mort qu'il a reçues.

Après avoir revêtu un temps la forme de messages téléphoniques, les menaces sont devenues plus directes. Le 2 août 2014, en fin d'après-midi, de hommes portant un casque intégral à bord d'une moto, se sont

approchés de lui alors qu'il rentrait à son domicile, et lui ont signifié le message suivant : "Vieux bâtard pars ou décède. Ne sois pas têtu ou vous et votre famille devrez en payer les conséquences "

Emir Bravo Muñoz avait choisi dans un premier temps de ne pas accorder d'importance à ces actes d'intimidation, mais sur les conseils d'autres associations de défenses des droits de l'homme ainsi que du Médiateur, deux mois plus tard, il s'est décidé à quitter la ville et à aller se réfugier dans une autre région de la Colombie, tenue secrète pour des raisons de sécurité.

Avant de partir, le 3 octobre Emir Bravo Muñoz a porté formellement la plainte auprès de l'Unité de réaction rapide du parquet à Neiva. Il a déclaré cependant qu'il reviendrait dès que les conditions le lui permettraient.

Les menaces pourraient émaner d'un groupe illégal connu sous le nom de « Dignidad del Putumayo », en représailles de la campagne menée par la FPDH contre la pollution et les nuisances provoquées par les transporteurs de pétrole. Depuis la fin de 2012, la Fondation ne cesse de publier des communiqués pour dénoncer les atteintes portées au territoire, à l'environnement et à la vie, par les poids-lourds transportant du pétrole qui utilisent chaque jour intensivement la route reliant le département de Putumayo à Huila.

#### Luis Alfonso Freite Mendoza

Menacé par une prétendue « armée anti-restitution des terres » à Valledupar.



Luis Alfonso Freite Mendoza, 45 ans, avocat à Valledupar, capitale du département de Cesar, a fait, à nouveau, l'objet de menaces. Il a reçu à son domicile dans le quartier de Ciudadela Comfacesar, à Valledupar, un dépliant reproduisant l'image d'un pistolet assorti d'une injonction d'avoir à « se retirer de la politique ». Depuis 2013, Luis Alfonso Luis Alfonso Freite Freite Mendoza a été déclaré « cible militaire » par le groupe paramilitaire qui s'autoproclame « Armée anti-restitution des terres », selon un document distribué à Valledupar.

Luis Alfonso Freite Mendoza est menacé en sa double qualité de membre d'une famille dépossédée de ses terres et d'avocat. Sa famille

revendique la propriété d'une ferme de 150 hectares, La Fenicia, dans le quartier de La Mesa, à Valledupar, sur laquelle s'est s'est installé un groupe paramilitaire sous le commandement d'un prétendu « alias 39 », agissant lui-même comme lieutenant d'un certain « alias Jorge 40 ». Luis Alfonso Freite Mendoza, est menacé parce qu'il est le seul avocat à avoir à ce jour osé agir en justice dans un conflit agraire pour revendiquer une terre.

Depuis novembre 2012, Luis Alfonso Freite Mendoza fait l'objet d'une mesure de protection, octroyée par la Unidad Nacional de Protección (UNP), qui a été renouvelée depuis et placée au plus haut niveau de risque : gilet pare-balles, assistance pour les transports et quatre gardes du corps.

- 29 avril 2014 : Menaces contre Leonardo Jaimes Marín, avocat des prisonniers politiques et victimes d'exécution extrajudiciaires et membre de la Fondation Comité de Solidarité avec les Prisonniers Politiques (FCSPP).
- − 3 juin 2014 : Jeison Paba Reyes menacé de mort.
- 2 août 2014 : Emir Bravo Muñoz, Président de la fondation des droits de l'Homme de Pitalito obligé de quitter la ville en raison de menaces de mort.
- 9 août 2014 : Rommel Durán Castellanos, l'avocat de la communauté de Pitalito arrêté à Curumaní.
- 27 octobre 2014 : Luis Alfonso Freite Mendoza à nouveau la cible de menaces.

#### 2015

- 28 janvier 2015 : Menaces contre Luis Gustavo Moreno Rivera, défenseur l'ancien gouverneur d'Antioquia, qui dénonce l'usage des faux témoins.
- 12 février 2015 : Luis Guillermo Pérez Casas, président de collectif des avocats colombiens José Alvear Restrepo (CCAJAR), surveillé et suivi.
- 17 février 2015 : Harcèlement envers Reinaldo Villalba, Carolina Daza Rincón, Soraya Gutiérrez, membres du collectif des avocats « José Alvear Restrepo » (CCAJAR).
- 22 avril 2015 : Intimidations et menaces contre Andrea Torres Bautista, coordonnateur du département juridique de la Fondation Nydia Erika Bautista (FNEB).
- 16 juin 2015 : Victor Javier Velasquez Gil, avocat d'une journaliste, d'Equipo Nizkor et Radio Nizkor, cible de harcèlement, menaces et surveillances.
- 24 juin 2015 : Andrea Torres Bautista menacée de violences sexuelles et de mort.
- 8 juillet 2015 : Paola Andrea Salgado Piedrahita arrêtée pour trafic et possession d'explosifs et de violence contre fonctionnaire.

#### Luis Gustavo Moreno Rivera

Menaces contre l'ancien gouverneur d'Antioquia qui dénonce les faux témoignages dans les procès



Luis Gustavo Moreno, avocat pénaliste qui défend l'ancien gouverneur d'Antioquia, Luis Alfredo Ramos, devant la Cour Suprême, a reçu des menaces de la part d'un homme circulant sur une moto qui lui a « suggéré » de laisser parler des faux témoins devant les juges.

L'avocat avait demandé à la juridiction d'entendre les témoignages de deux paramilitaires qui confirmaient l'existence d'un cartel de faux témoins, impliquant des personnalités politiques. Les paramilitaires ont attesté que Luis Alfredo Ramos avait reçu un financement de l'AUC (Autodefensas Unidas de Colombia).

Luis Gustavo Moreno, est trés connu dans la communauté judiciaire pour son livre El falso testimonio, publié en 2014, où il évoque les cas les plus emblématiques de personnalités de la vie nationale, impliquées dans des procès judiciaires par des témoignages truqués qui, dans certaines occasions, n'ont même aucun fondement matériel.

Luis Gustavo Moreno soutient la thèse selon laquelle le système judiciaire colombien préfèrerait donner la priorité à l'obtention de résultats plutôt qu'à la recherche de la vérité, ce qui a engendré la prolifération du recours aux témoins. Selon lui, il existerait des officines derrière ce fléau, qui se chargeraint de l'écriture du scénario, dans lequel le faux témoin est seulement un interprète toujours aisément remplaçable.

# Reinaldo Villalba, Soraya Gutiérrez,

Carolina Daza Rincon, Yessika Hoyos et Luis Guillermo Pérez Casas Harcèlement et persécution continus contre membre du Colectivo de Abogados « José Alvear Restrepo » (CCAJAR)



Le 17 février 2015, dans le café des grands magasins Éxito à Neiva, Reinaldo Villalba, un avocat membre du (Collectif des Avocats José Restrepo), s'entretenait avec un journaliste et des victimes, au sujet d'une affaire considérée comme une exécution extrajudiciaire. Peu de temps après, un individu avec un comportement suspect a pris place à une table en se placant juste derrière l'avocat, et a sorti un appareil qui ressemblait à un micro enregistreur. Un

second homme est ensuite arrivé sur les lieux, et s'est installé à son tour à une table contiguë. Le journaliste, qui avait trouvé la situation anormale, a ostensiblement pris une photo du deuxième homme. Celui-ci s'est alors approché et a déclaré être un agent de la Sélection d'Investigation Criminel de la Police National (SIJN).

Le 6 février précédent, pendant une audience publique lors de l'affaire de l'assassinat du dirigeant syndical Jorge Darío Hoyos Franco, l'avocate Soraya Gutiérrez, membre du CCAJAR, a été menacée par un témoin qui était en train de déposer, et dont les déclarations ont été actées par la Cour. Elle a dû se retirer de l'affaire pour raison de santé et être remplacée par Reinaldo Villalba, qui a lui-même été victime, ainsi qu'un autre membre de CCAJAR, Yessika Hoyos, de harcèlement au sein même du Palais de justice de Paloquemao.

Quelques jours plus tard, le 12 février, à Villavicencio, le Président du CCAJAR, Luis Guillermo Pérez Casas, lors d'une rencontre avec les familles des victimes du massacre de Mapiripán, a lui aussi fait l'objet d'une surveillance par trois hommes.

# Victor Javier Velásquez Gil

L'avocat de la journaliste d'Equipo Nizkor et Radio Nizkor, cible d'intimidations, de harcèlements, de menaces et de surveillances



Victor Javier Velásquez Gil est l'avocat de la journaliste Claudia Julieta Duque, correspondante des ONG, Equipo Nizkor et Radio Nizkor. Depuis le milieu du mois de juin, sa famille est la cible d'appels téléphoniques menaçants, dans lesquels un inconnu fait référence à de précédents messages d'intimidation reçus en avril 2014 puis de nouveau en janvier 2015.

En mars et janvier 2015, Victor Velásquez alors qu'il était en compagnie de sa cliente, a été suivi par des inconnus dans plusieurs secteurs de Bogotá. Le 16 juin 2015, la voiture dans laquelle Claudia Julieta Duque

circulait a été suivie par une moto et un taxi.

Ces agissements se situent à l'approche du procès dans lequel il défend sa cliente contre des membres du Département administratif de sécurité (Departamento Administrativo de Seguridad – DAS), accusés de torture psychologique aggravée et qui devait s'ouvrir le 24 juin.

Au cours du procès, Claudia Julieta Duque n'a cessé de rappeler que la sécurité de son avocat, Victor Javier Velásquez Gil avait été, autant que la sienne, gravement menacée pendant toute la procédure judiciaire mais qu'ils avaient continué « la lutte pour la justice ». Le 1<sup>er</sup> octobre, l'ancien directeur du DAS Intelligence a été condamné à six ans de prison pour la torture psychologique à laquelle ont été soumises la journaliste et sa famille.

Claudia Julieta Duque travaille comme correspondante de l'organisation de défense des droits de l'Homme Equipo Nizkor et Radio Nizkor en Colombie. Elle a dénoncé les disparitions forcées, les recrutements forcés d'enfants dans des groupes armés affiliés à l'État ou non, les meurtres et l'impunité, ainsi que l'infiltration des agences gouvernementales par des groupes paramilitaires. Depuis qu'elle a commencé à effectuer des recherches sur le meurtre de Jaime Garzón, en 1999, elle n'a cessé de subir harcèlements, menaces et surveillances. Elle a été victime d'un enlèvement, d'une tentative de meurtre, de multiples menaces de mort qui l'ont contrainte à s'exiler, d'une surveillance illégale permanente, d'intimidation et de harcèlement psychologique, y compris des menaces contre sa fille proférées par des agents de l'État dont le DAS.

#### 2016

- . 15 avril, 2016 : Menaces de mort contre Victor Mosquera Marin

## Jairo Acuña

Menaces de mort contre l'avocat du témoin-clé d'un crime policier



Jairo Acuña, est victime de menaces récurrentes parce qu'il est l'avocat du policier Nelson Giovany Tovar, accusé de complicité dans le maquillage du meurtre d'un jeune « grafitero », Diego Felipe Becerra, 16 ans, abattu le 19 août 2011 par un policier.

Son client Giovanny Tovar, un accord préliminaire avec le parquet en s'engageant à dire la vérité sur la mort du jeune artiste en échange d'une peine de 8 ans de prison. Devenu le témoin-clé, Nelson Tovar a révélé avoir fourni l'arme qui a été placée sur la scène du crime pour la modifier afin de permettre à son collègue d'invoquer une légitime

défense.

L'accord doit encore être homologué par un juge de première instance mais l'audience n'a pas pu avoir lieu jusqu'à ce jour. Elle a été reportée à trois reprises en raison des menaces qui pèsent sur l'avocat.

Jairo Acuña ne cette de recevoir des menaces de mort contre lui et contre sa famille. Ses enfants et lui-même sont suivis et son domicile fait l'objet d'une « surveillance ». Lui et ses enfants ont reçu des messages texte sur leur téléphone les menaçant clairement de « tuer les crapauds » et le mettant en demeure de se retirer de l'affaire et de « cesser de défendre le crapaud ». Ses enfants ont dû changer d'emploi.

Le 30 Décembre 2015, des individus avaient pénétré dans son domicile, ont volé des documents du procès Trovar. Il a retrouvé son chiien mort, après avoir été torturé et castré, sa maison en désordre et un papier sur lequel était écrit: "Vous pouvez perdre votre enfant aussi". Selon Acuña, des caméras de videosurveillance ont filmé deux hommes en uniforme de la police qui attendaient les quatre individus qui sont entrés dans sa maison. Il a déposé plainte et demandé une protection, mais il n'a pas obtenu de réponse des autorités. Malgré cela, Jairo Acuña annoncé qu'il ne démissionnerait pas de la défense de Tovar.

- 6 juillet 2017 : Menaces envers l'avocate du Collectif José Alvear Restrepo CCAJAR, Soraya Gutiérrez Argüello lors d'une audience publique devant la Cour constitutionnelle

#### *2018*

- 1er août 2018: Menaces de mort contre Abelardo de la Espriella, après ses critiques contre le juge spécial pour la paix (JEP) créé dans le cadre des négociations avec les FARC.
- 3 août 2018: Menaces de mort contre Iván Cancino, après ses critiques contre l'Accord de paix.
- 30 novembre 2018: Nouvelles menaces contre Daniel Ernesto Prado Albarracín.

#### 2019

- 25 février 2019 : Adil José Meléndez Marquez ou la privation d'une protection adéquate après avoir réchappé de trois tentatives d'assassinat
- −10 novembre 2019 : Un groupe de 22 avocats qui défendent d'anciens combattants des FARC devant la Juridiction spéciale pour la paix (JEP) a dénoncé des menaces de mort qui les visent de la part des "Black Eagles", un groupe héritier du paramilitarisme.



Adil José Meléndez Marquez, éminent avocat colombien des droits de l'homme, est l'un des rares avocats à s'occuper des affaires de restitution de terres, notamment pour les communautés des Caraïbes colombiennes, et des poursuites engagées contre les paramilitaires dans la région du nord de Bolivar. Il défend principalement les populations déplacées et autochtones et les communautés paysannes.

En raison de son activité, il est souvent menacé par les paramilitaires. L'État a reconnu la nécessité de prendre des mesures de sécurité et a doté Meléndez de gardes du corps. Cependant, la protection par les gardes du corps n'est

appliquée que lorsqu'il se trouve à Carthagène, alors que les risques sont particulièrement élevés en dehors de Carthagène, dans les zones rurales.

Adil Jose Meléndez Marquez a fait l'objet de plusieurs tentatives d'assassinat au cours des dernières années. Il rapporte qu'il est suivi dans les rues et que son téléphone est sur écoute. Malgré les menaces, il est déterminé à poursuivre ses efforts pour empêcher certains groupes de citoyens de ne pas avoir accès à la justice.

Une voiture blindée avait été fournie à Adil Jose Meléndez en raison de la gravité des risques récurrents auxquels il était confronté en tant qu'avocat spécialiste des droits de l'homme et comme membre du Mouvement national des victimes de crimes d'État « MOVICE » à Sucre. Mais en décembre 2018, la voiture à l'épreuve des balles lui a été retirée par l'Unité de protection nationale (UNP). À la place, une voiture standard lui a été fournie alors que les risques n'ont pas disparu. En outre, depuis le 25 février 2019, Adil Meléndez a signalé que ses deux gardes du corps, également désigné par l'UNP, ne lui avaient plus fourni de protection effective. L'un d'entre eux ne s'est en effet plus rendu au travail et il s'est retrouvé sans les mesures de protection que l'UNP lui avait accordées. En effet, un seul garde du corps ne suffit pas à assurer une protection adéquate.

De surcroît, Adil Jose Meléndez soutient que des informations concernant sa localisation et ses communications avaient été divulguées aux paramilitaires et qu'il était profondément préoccupé par le fait que des membres de ces groupes armés illégaux soient en mesure d'anticiper et de suivre ses mouvements.

En janvier 2014, il avait déclaré que depuis plus de 15 ans, il était persécuté par la police. « C'est une stratégie pour discréditer tout ce que je fais. J'ai plus peur de la police que du corps armé qui existe dans les montagnes colombiennes », avait-il déclaré.

## Flor Alba Cely de Vera

Menacée sur son téléphone portable parce qu'elle défend l'auteur d'un meurtre qui a fortement choqué l'opinion



Flor Alba Cely de Vera, avocate pénaliste de Bucaramanga, a été menacée parce qu'elle défend Juan Guillermo Valderrama, un homme inculpé de disparition forcée et de fémicide aggravé dans des conditions qui ont choqué l'opinion.

Pour contester la décision du juge plaçant son client en détention, elle a déclaré que ce dernier souffrait de problèmes mentaux et qu'il n'aurait pas dû être envoyé en prison mais dans un centre psychiatrique. Elle a demandé une expertise médicale pour rechercher d'éventuels troubles mentaux. La polémique a également été générée par la demande d'une

évaluation médicale à son client, qui pourrait avoir des troubles mentaux. Elle soutient que les éléments réunis par l'accusation et la manière dont le crime a été commis démontrent qu'il est nécessaire que l'Institut de médecine légale procède à des examens sur lui.

Flor Alba Cely a expliqué qu'au moment où elle quittait le Centre des services judiciaires de Bucaramanga dans son véhicule, deux hommes à moto la suivaient et que sur les réseaux sociaux, elle a été agressée pour être le défenseur d'une personne qualifiée de « criminel ». Un message reçu sur son téléphone portable disait: ""Eh, madame, ça ne vous dégoûte pas de savoir que vous êtes payé avec l'argent de la femme qui a été assassinée ? Voulez-vous céder la place aux assassins de femmes en Colombie ?" Le message ajoute : "Ne connaissez-vous pas la haine que les Colombiens ressentent pour vous?" Le message est intervenu après que la décision de placement en détention de Juan Guillermo Valderrama a été frappée d'appel. Flor Alba Cely a répondu au message, affirmant qu'elle connaissait l'identité de celui qui se cachait derrière les menaces. Elle souligne que les gens ne comprennent pas que Juan Guillermo Valderrama est jusqu'à présent un meurtrier présumé et que son travail en tant qu'avocate consiste à le défendre. Juan Valderrama est accusé de la disparition et de la mort en avril 2019, de l'ex sergent chilien Ilse Amory Ojeda, dont les restes ont été incinérés dans la zone rurale de Rionegro, Santander.

#### *2020*

-28 mai 2020 - Sebastián Felipe Escobar Uribe, ainsi qu'au moins 130 autres défenseurs des droits humains, journalistes, avocats et syndicalistes, ont été pris pour cible par certains bataillons des Forces militaires colombiennes.

#### 2021

- $-1^{er}$  février 2021 : menaces de mort contre Johnny Mercado González
- -22 février 2021 menaces de mort contre Sebastián Felipe Escobar Uribe, avocat du Collectif d'avocats José Alvear Restrepo (CCAJAR).
- -11 juin 2021 menaces contre Yessika Hoyos Morales, membre du Collectif d'avocats José Alvear Restrepo (CCAJAR).

## De la menace proférée à la réalisation....

#### Le « massacre »

« Chaque année, les menaces de mort que nous recensons contre les avocats fournissent la liste la plus longue pour la Colombie. Car en Colombie plus qu'ailleurs, la menace est le signe précurseur de l'accomplissement. Si l'on n'y tombe pas sous les balles des escadrons suscités ou tolérés, l'Etat y laisse mourir les avocats les plus exposés sans leur accorder le minimum de protection, quand il ne les désigne pas comme des cibles permanentes. La Colombie est ainsi le pays des menaces en série, mais aussi des annonces accomplies et des avertissements réalisés. Car les menaces récurrentes, contiennent toujours, en Colombie, la certitude de lendemains funèbres.

Il y a en Colombie un véritable « massacre » (le mot déjà ancien est d'Alejandro Arenas, alors doyen du Collège des Avocats de Cali), a massacre organisé des avocats, uniquement parce qu'ils sont avocats. Ils doivent payer de leur vie le prix de la profession qu'ils exercent dans l'intérêt de la société et de l'Etat de droit. Massacre! Le Decano a appelé le gouvernement à « une action décisive contre le massacre qui est commis contre les avocats de la Colombie, dont la seule arme pour se défendre est la force de la loi ». Il a ajouté : « l'Etat colombien n'a pas fourni une réponse adéquate aux nombreuses demandes adressées aux autorités de prendre des mesures pour assurer la sécurité des avocats ». Cette réponse, les avocats colombiens l'attendent toujours.

Là-bas en effet les menaces ne sont pas ces « nuées qui passent bien loin sur nos têtes » qu'évoquaient les comédies des siècles passés. Il s'agit véritablement d'une réalité tragique et quotidienne. Une menace permanente diffuse dont nul ne peut, en Colombie comme ailleurs, donné l'exacte statistique... Sans doute y-a-il plus de morts dans le Valle del Cauca mais les menaces sont les mêmes qu'à Cali ou à Tulua, que ce soit à Bogotá, à Cartagena, Valledupar, Bucaramanga, Medellín, Barranquilla, Pereira ou à Pitalio. En 2014, Emir Bravo Munoz, qui ne s'occupait que de défendre les droits fondamentaux en sa qualité de président de la fondation des droits de l'homme de Pitalio, a été obligé de quitter la ville en raison des menaces de plus en plus précise qu'il recevait.

Combien sont morts en vérité en Colombie ? Sans doute beaucoup moins qu'au Mexique, mais ils seraient 800 selon le chiffre cité en 2017 par le président del Comité Ejecutivo de la Abogacía en Colombia, Jairo Enrique Céspedes, sans que l'on puisse savoir depuis quand. Entre 400 et 500 depuis 1990 pour d'autres. Pour la Caravane internationale de juristes plus précises, ce sont 400 avocats colombiens qui ont été assassinés depuis 1991, (dont la plus grande partie dans le Valle del Cauca et la caravane d'ajouter « personne n'a été poursuivi pour un seul meurtre ».

En vérité, nul ne sait exactement combien il y a eu de morts en Colombie. A chacun ses chiffres et les mystères de ses comptages. Au-delà de leur globalisation de leurs variations, de leurs oscillations, les chiffres du sinistre comptage conservent plus que jamais pour les avocats d'aujourd'hui sa réalité effrayante. En 2011, 24 étaient tombés. 24 ou 29 en 2012. Si l'on en dénombre au moins sept en 2018, pour ce qui est l'année 2019 plus de 10 ont été frappé par la mort. Plus de six, en 2021.

Il serait faux de croire que cette destinée professionnelle ne serait que celle des « narco-avocats » et ne concernent pas les autres. Cas par cas, nous pourrait que constater que cela est faux. Et c'est avec consternation et compassion, que nous devons songer ce soir qu'il y a encore beaucoup de membres d'illustres colegios qui sont appelés à tomber sous les balles des sicarios. »\*

<sup>\*</sup> Reproduit avec l'aimable autorisation de Monsieur le bâtonnier Bertrand Favreau

## Assassinat de Carlos Bernal Ramirez, l'avocat défenseur des syndicalistes

Carlos Bernal Ramirez, l'avocat défenseur des syndicalistes, et son garde du corps Camilo Jimenez ont été tous les deux assassiné le jeudi 1er avril 2004, à 19 h 30, dans le Prado Norte au voisinage de la ville Colombienne de Cucuta dans le département Norte de Santander D'après le Comité Permanent pour la Défense de Droits Humains (CPDH), une des plus importantes ONG de défense des droits humains de Colombie, ils ont été tués par des paramilitaires qui opèrent avec le consentement de l'armée Colombienne.

Carlos Bernal Ramirez était aussi le chef du Front Social et Politique, coalition de l'opposition dans la région et le Président du CPDH de Cucuta. Il avait été le conseiller du Gouverneur de Norte de Santander précédemment et au maire de Cucuta.

Le CPDH, qui a célébré son 25e anniversaire la semaine dernière a reproché les deux meurtres au gouvernement de Président Alvaro Uribe Velez.

# Bernardo Ángel Correa

Tué à l'arme blanche sur la route de valle del Cauca.

Le 10 octobre 2010, Bernardo Ángel Correa, 48 ans, avocat au barreau de Cali, a été assassiné dans la rue n° 44, sur la route de Palmira a Tienda Nueva, département de Valle del Cauca, dans le sud ouest de la Colombie. Son corps a été retrouvé le 11 octobre par la police, en face d'une discothèque dans le secteur rural de La Orlidia. Le corps portait la marque de coups portés à l'arme blanche (couteau ou machette). A l'intérieur du véhicule ont été retrouvés des marques de lutte et des traces de sang. Selon la police, il voyageait en compagnie d'autres personnes.

Bernardo Angel Correa était inscrit au barreau des Avocats de Cali (Colegio de Abogados Litigantes de Cali) mais il avait aussi, selon les services de police, d'autres activités. Aucune information reçue ne permet de rattacher la mort à l'une ou l'autre de ses activités.

La Corporación Colectivo de Abogados «Jose Alvear Restrepo» (Cajar) et l'association des Avocats défenseurs «Eduardo Umana Mendoza» (Acadeum) ont dénoncé ce meurtre et demandé une enquête complète au gouvernement.

De son côté, la Colegiatura de Abogados Litigantes de Colombia, Capítulo Norte de Santander (Coabocol), a appelé l'Etat colombien à la solidarité envers les avocats et réclamé des garanties du gouvernement national afin de pouvoir pratiquer leur profession à l'instar des autres professions et demandé à obtenir de la part de l'Etat la protection qu'appellent leur profession et leur intégrité personnelle.

- 7 mars 2011: Ricardo Alberto Sierra Garcia assassiné à Medellin.
- 14 avril 2011: le domicile de l'avocate et militante pour le droit à la terre, Zoraida Hernández Pedraza, victime d'une tentative de cambriolage.
- 5 mai 2011: Edquir Jose Lopez Londoño, avocat pénaliste qui défendait les anciens paramilitaires, assassiné à Antioquia.
- 13 mai 2011: Hernán Darío, le principal avocat des ouvriers de la canne à sucre en grève, abattu par des hommes armés à moto dans le centre-ville de Cali.
- 7 juin 2011: menaces de mort contre Julio Cesar Rosero, avocat de membres du MOVICE Capítulo Valle del Cauca.
- 21 juillet 2011: John Elvis Paz García, assassiné à Barranquilla.

## Hernán Darío Escobar

L'avocat des ouvriers de la canne à sucre abattu dans le centre-ville de Cali.



Le 13 mai 2011, des hommes armés sur une moto ont tiré cinq balles sur Hernán Darío Escobar, 57 ans, dans le centre-ville de Cali, en Colombie. Il est mort des suites de ses blessures, quelques quinze jours plus tard, le 2 juin 2011. Bien qu'aucune revendication de l'assassinat n'ait été formulée, il est considéré comme ayant une relation directe avec la grève des ouvriers et la défense des travailleurs de la canne à sucre.

Avocat pénaliste de renom, Hernán Darío Escobar a été le principal avocat des leaders d'un groupe de travailleurs de la canne poursuivis

pour avoir mené une grève en 2008. Il était parvenu à les faire libérer dans une affaire très médiatisée. Il a été aussi l'avocat du narco-trafiquant Juan Carlos Ramírez Abadía, alias « Chupeta ».

Durant sa longue carrière au sein du conseil municipal de Cali, dont il fut le président, Hernan Dario Escobar a été le défenseur de prisonniers politiques et des victimes de violations des droits de l'homme, des organisations sociales et syndicales et a été investi de la confiance du Syndicat des travailleurs des entreprises municipales de Cali, le Sintraemcali, dont il fut le conseil.

Le 20 mai, son fils, Carlos Hernán Escobar, avocat au sein du même cabinet, a reçu des messages sur son téléphone portable le menaçant à son tour de mort ainsi que six autres avocats membres du cabinet Escobar Abogados Asociados : Patricia Bustos, Liliana Gomez, Jairo Potes, German Prieto, Jairo Balcazar et Wilson Gallego.

- 11 janvier 2012 : Elizabeth Cuellar Quintero, avocate reconnue et Présidente du Collège d'avocats de Buga, dans le département du Valle del Cauca, a été abattue par un homme circulant en moto
- 4 février 2012 : Claudio Urruchurto Navarra, avocat pénaliste, a été assassiné alors qu'il était chez lui le 4 février à Barranquilla, au nord de la Colombie.
- 5 février 2012 : Rodrigo Pinillo Palmero, tué par balles alors qu'il arrivait à une réunion de parents d'élèves à l'école de ses enfants le 5 février à Villavicencio.
- 13 février 2012 : Jorge Humberto Candamil Martinez, avocat membre de l'organisation des droits de l'Homme FUNCIDEL abattu par des hommes se déplaçant en moto le 13 février à Tulua alors qu'il participait à un match de football.
- 18 février 2012 : Richard Eduard Florián Sánchez a été assassiné par deux individus alors qu'il se trouvait dans un bus public le 18 février à Carthagène.
- 2 mars 2012 : le corps de Jose Manuel Garzón Silva, retrouvé le dans le coffre de sa voiture dans un secteur résidentiel de Bogota.
- − 4 mai 2012 : Gonzalo Zuleta tué dans la ville de Bogota.
- 4 aout 2012 : Humberto Avendaño Salazar assassiné dans la capital de Sucre.
- 4 septembre 2012 : Raúl Castilla Cuesta

## Elizabeth Cuellar Quintero,

La batonnière des avocats de Buga, dans le département du Valle del Cauca, abattue de trois balles.



Le 11 janvier 2012, Elizabeth Cuellar Quintero, 52 ans, Présidente du Collège des avocats de Buga, dans le département du Valle del Cauca, a été tuée dans la soirée, peu après 20 heures, alors qu'elle descendait de son véhicule, dans lequel se trouvaient aussi sa mère et sa sœur pour aller acheter de pain dans le quartier au carrefour de la 6th Street au coin de du quartier El Carmelo situé dans l'est de la ville.

Un homme armé sur une moto a tiré trois coups de feu avec pistolet neuf millimètres en sa direction atteignant diverses parties du corps. L'une de ces balles était encastrée dans le crâne, causant une blessure d'une telle gravité que la victime, transportée à l'hôpital San José de

Buga est décédé malgré les efforts déployés par les médecins de cet hôpital.

Elizabeth Cuellar Quintero, était l'un des membres fondateur du Colegio Liceo Juvenil et avait été pendant plusieurs années a été secrétaire de direction de la Banque Cafetero de Buga. Depuis plus de plus de huit ans elle travaillait dans con cabinet dans le centre de Los professionnelle Portales en face du parc de la Cabale. Elle y recevait ses clients ainsi que les utilisateurs de l'immobilier.

Dans un message reçu sur son compte Facebook le jour même un confrère avait tenté de communiquer avec elle et lui indiquant qu'il avait besoin de toute urgence de lui parler sur un sujet sensible et l'avait avertie de faire attention et toute la journée.

Entre le 11 Janvier et le 3 mai 2012, outre Elizabeth Cuellar Quintero, 10 autres avocats ont été tués. Les auteurs n'ont jamais été retrouvés.

## Humberto Avendaño Salazar

Assassiné dans la capitale de Sucre.



Le 4 aout 2012, des hommes armés à moto ont abattu l'avocat pénaliste, Humberto Emilio Avendano Salazar et son cousin, à Sincelejo, chef-lieu du département de Sucre, au nord de Bogota.

Des tueurs à gages à bord d'une moto de grosse cylindrée ont tiré à plusieurs reprises sur les deux occupants du véhicule qui sont morts sur le coup.

Humberto Salazar Avendaño, était en charge de plusieurs affaires sensibles impliquant des paramilitaires et des bandes criminelles, et défendait notamment des membres du groupe impliqués dans la mort de

trois personnes, dans le village de Laguna Flor en juin 2011. Il a également défendu une personne impliquée dans le présume détournement dit de Fomvas.

Un an et demi auparavant, il avait déjà été victime, d'une tentative d'assassinat dans la ville de Sincelejo le 13 mai 2010. Un homme armé avait tiré sept coups de feu dans sa direction et il en avait miraculeusement réchappé sans être touchés par des projectiles. Quelques jours après cette première attaque, à l'occasion d'une interview Humberto Emilio Avendano Salazar avait exprimé son intention de quitter le pays, mais il y avait renoncé depuis.

Les autorités avaient accordé une protection à l'avocat et à sa famille, depuis lors. Mais le jour de son assassinat, Humberto Salazar Avendaño était accompagné de son cousin, un sergent de police à la retraite qui lui servait occasionnellement de garde du corps. Son escorte personnelle était depuis la veille au repos. Les agresseurs savaient que Salazar Avendaño n'avait pas demandé une protection policière et n'était pas armé ce jour-là.

## **2013**

- 24 janvier 2013 : Eduardo Antonio Martinez et son fils Daniel Alejandro Almario Calderon, assassinés.
- 28 février 2013 : Jorge Iván Gómez Guevara, abattu à Cali.
- 1er mars 2013 : Jhonny Alberto Balarezo Ortiz, assassiné à Florida.
- 7 mars 2013 : Amaury Manuel Sáez Coronado, disparu depuis le 4 février, retrouvé mort à Monteria.
- 21 mars 2013 : Diego Luis García González, dans le Valle del Cauca.
- 2013 : 1er mai 2013 : Assassinat de Alberto Arias Escobar.
- 1er juin 2013 : Berena Yohadis Romero de la Marck assassinée dans la maison de sa mère lors d'une réunion de famille.
- 23 juin 2013 : Andrés Felipe Parra Útima abattu d'une balle dans la tête dans la maison de sa famille.
- 13 juillet 2013 : assassinat de Fabio Molina Velásquez.
- 16 juillet 2013 : Assassinat de José Gerley Sánchez Benítez.
- 1er août 2013 : Manuel Garzón, avocat de l'Inter-Church Commission Justice et Paix (CIJP)
- 10 août 2013 : Assassinat de Juan Carlos Canizalez Ocampo à Buga, Valle del Cauca.
- 8 septembre 2013 : Eladio de Jesús Arenas Marín retrouvé mort à demi enterré dans une fosse.
- 11 septembre 2013 : Edison Alberto Molina tué dans la ville de Puerto Berrio.
- 10 octobre 2013 : Ricardo Rodríguez Cajamarca assassiné à Acacias Meta.
- 17 octobre 2013 : Óscar Cortés Baena abattu à son domicile à Armenia, Quindío.
- 18 octobre 2013 : José Lubián Duque Jiménez, avocat et expert comptable abattu dans son bureau à Armenia, Quindio.

#### Edison Alberto Molina

Tué en plein centre-ville de Puerto Berrio



Edison Alberto Molina, un avocat et un homme politique qui était aussi l'animateur d'une émission de radio qui dénonçait la corruption du gouvernement, a été tué le 11 septembre 2013, en pleine ville de Puerto Berrio.

Des hommes armés ont tiré, à quatre reprises sur Edison Alberto Molina, à hauteur du visage, tandis qu'il revenait à son domicile dans le quartier de Bodegas, à Puerto Berrio avec son épouse. Il venait de faire son émission hebdomadaire, depuis la station de radio. Sa femme a été légèrement blessée, mais Molina est mort pendant son transport vers l'hôpital de La Cruz.

Edison Alberto Molina, 40 ans, diplômé en droit de l'Université d'Antioquia était un éminent avocat, spécialisé en droit administratif. Il avait déposé 36 plaintes contre le gouvernement municipal en l'accusant de corruption, alléguant des dépassements de coûts, et de la mauvaise gestion des travaux publics. En tant qu'élu du Parti libéral, il avait été en charge de la circulation de la municipalité de Puerto Berrio, ainsi que secrétaire du conseil municipal de la ville chargé des Sports.

Au cours des derniers mois, il avait été engagé par la station de radio locale de Puerto Berrio Stereo 894 pour animer une émission le mercredi soir, dont le titre était « Consultorio Juridico » (Conseiller Juridique). Molina utilisait souvent l'émission en direct pour accuser le gouvernement de corruption. Selon des sources judiciaires, Molina avait reçu plusieurs menaces de mort auparavant, apparemment en raison des critiques auxquelles il se livrait, dans son programme de radio. Selon les responsables de la station de radio, ces derniers mois, Edison Alberto Molina avait reçu, entre autres menaces, un sac en plastique rempli de terre noire et d'os non identifiés qui sont arrivés une semaine avant le meurtre.

Les autorités ont offert une récompense de 20 millions de pesos (environ 7.116,13 €) pour toute information menant à la capture des assassins de Molina.

## Ricardo Rodríguez Cajamarca

Assassiné pour avoir dénoncé des violations des droits de l'Homme dans le département du Meta



Ricardo Rodriguez Cajamarca, 47 ans, a été tué le 10 octobre 2013 par des hommes armés à Acacias (dans le département du Meta) qui ont pris la fuite sur une moto, alors qu'il était à son domicile avec son épouse et ses quatre enfants. Son corps portait huit impacts de balles.

En tant qu'avocat, Ricardo Rodriguez Cajamarca était bien connu pour assurer la défense des personnes appartenant à des groupes sociaux vulnérables et dénoncer les arrestations massives et les poursuites des agriculteurs, notamment de Uribe et du village de La Julia faussement accusés d'être des guérilleros et des collaborateurs de l'insurrection par

l'armée.

Rodriguez a été personero (Avocat du peuple ou médiateur) de la municipalité de Uribe à deux reprises, entre 2004-2005 et 2008-2011. Il a lancé des signaux d'alerte à la communauté nationale et internationale sur les graves violations des droits de l'homme commises par des paramilitaires dans la région, y compris les déplacements, les disparitions et les meurtres, ainsi que les violations constantes subies par les populations civiles perpétrées par des membres de l'armée nationale. Il a également dénoncé la stigmatisation dont font l'objet les paysans qui vivent dans des régions où opèrent les FARC.

- 13 février 2014 : Ulfrán Manuel López Rangel tué de plusieurs blessures par balles près du village de Mandinguilla.
- 21 juin 2014 : Luis Evelio Londoño tué par balles à l'est de Cali alors qu'il voyageait dans un taxi.
- 1<sup>er</sup> octobre 2014 : Julio Cesar Walteros, avocat qui avait soulevé des irrégularités dans le procès d'une victime de viol, assassiné à Acacias.
- 2 décembre 2014 : Jacqueline Amaya Martínez, assassinée, au kilomètre 16 sur la route Bogota-Choachi.
- 11 décembre 2014 : Leidy Juliana González, enceinte de six mois, trouvée à son domicile avec une balle dans la tête.

## Julio Cesar Walteros

Assassiné à Acacias après avoir dénoncé des irrégularités dans le procès d'une victime de viol



Julio Cesar Walteros, 41 ans, avocat, a été abattu le 1er octobre 2014, de trois balles dans la tête, par deux individus à bord d'une moto, dans le quartier Villa Lucia à Acacias, Meta. Sa femme a également été blessée à la iambe.

La police n'a pas mis longtemps à chercher le mobile du meurtre. En effet, entre autres litiges, Julio Cesar Walteros était l'avocat de Dayana Martinez, une jeune femme qui accusait son petit ami et quatre autres jeunes de l'avoir violée, en 2012, en lui administrant de la scopolamine dans une discothèque, avant de l'emmener dans un endroit isolé à Acacias.

Julio Cesar Walteros avait révélé de graves irrégularités dans le procès des cinq hommes et s'était employé à obtenir une révision de l'enquête. Le 1 er octobre, la justice lui a donné raison et avait ordonné la re-arrestation des violeurs présumés. L'avocat a été tué, à 20h30, le soir même de la décision.

#### – 2 décembre 2014

# Jacqueline Amaya Martínez

Au kilomètre 16 sur la route Bogota-Choachi

Jacqueline Amaya Martínez, 53 ans, a été tuée de deux blessures par balles le 2 décembre, au kilomètre 16, sur la route Bogota-Choachi, près du parc écologique Matarredonda, à Bogotà.

En 2010, elle avait dénoncé l'occupation irrégulière d'un terrain de 2 000 hectares, près du parc écologique Matarredonda, entre Bogota et Choachi. Elle était venue assister en compagnie d'un expert, à une délimitation des terrains par un inspecteur de la police, dans le cadre du litige foncier l'opposant à une famille occupante.

Elle a été violemment attaquée par plusieurs personnes sur le terrain et frappée à plusieurs reprises avec un objet contondant, en présence de l'inspecteur de police. Elle a essayé de s'enfuir mais elle a été rattrapée et abattue de deux balles dans la tête. Le tueur présumé a été arrêté. Il s'agissait d'un membre de la famille qui occupait le terrain litigieux.

- 26 février 2015: Juan Pablo Arias Gil, l'avocat du gouvernement de Risaralda, abattu devant son domicile, à Pereira.
- 14 mars 2015 : Rafael Pretelt Montiel tué par deux tueurs à gages à moto sur la route de Ciénaga de Oro, dans le département de Córdoba.
- 18 mars 2015 : William Villegas Victoria abattu au moment où il s'apprêtait à prendre un de ses enfants à l'école, dans le Valle del Cauca.
- 20 mai 2015 : Mauricio Pinzón Manjarrez, adjoint du gouverneur de Magdalena assassiné de deux balles dans la tête à Río Seco, au nord de Valledupar,
- 10 juin 2015 : Maria Eugenia Hidalgo Tovar, avocate hispano-colombienne, retrouvé morte à Palmira dans le Valle del Cauca.
- 20 juillet 2015 : Jesús Ignacio Londoño Zabala assassiné devant un établissement d'enseignement à Cartago, dans le Valle del Cauca.
- 2 septembre 2015 : Luis Bayardo Erazo, assassiné à Tuluà.
- 7 septembre 2015 : José Rafael Urrutia Astudillo, assassiné, au sud de Cali, dans le département de Valle del Cauca.
- 29 octobre 2015 : Diego Fernando Caro Martinez, spécialisé en droit public, assassiné à Cali, dans le département de Valle del Cauca.

#### *2016*

- 21 janvier 2016 : Harold Ordóñez Quintana assassiné à Salomia, au nord de Cali.
- 23 janvier 2016 : Alberto Mario Mejía Valle tué dans le quartier de Las Flores, à Barranquilla.
- 9 février 2016 : Carlos Alberto Oviedo Gil, tué dans le quartier Tomas Uribe Uribe de Tulua.
- -11 février 2016 : Álvaro Alejandro Reyes Medina abattu à González, dans le département de Cesar.
- 2 avril 2016 : Jhonar Janney Córdoba Ramos, abattu dans le quartier de Villa Verde de Pereira, Risaralda.
- 15 avril, 2016: Menaces de mort contre Victor Mosquera Marin
- − 25 avril 2016 : Nelson Aníbal Villada Trejos tué à Cali.
- 8 mai 2016 : Jairo Acuña, victime de violences et menacé de mort parce qu'il est l'avocat du témoin-clé d'un crime policier.
- 14 juin 2016 : Leo Ricardo Quñonez, assassiné à Mocoa, chef-lieu du département de Putumayo.
- 18 juillet 2016 : Miguel Segundo Maza Álvarez abattu à Magangué.
- 21 juillet 2016 : Édgar Eugenio Concha Tovar assassiné à Calima-Darien.
- 15 septembre 2016 : William García Cartagena, avocat des mineurs et des victimes de conflits armés à Segovia, assassiné près de Medellin.
- 13 octobre 2016 : Héctor David Urueta Gómez assassiné à Chinú dans le département de Córdoba
- 30 novembre 2016 : Alejandro Polanco Botero, tué à Pereira, Risaralda.

## William García Cartagena

Le défenseur des mineurs de Segovia assassiné près de Medellin



William García Cartagena, 58 ans, avocat de la Defensoría del Pueblo et défenseur des mineurs de Segovia, a été abattu le 15 septembre 2016 à son domicile par des hommes muni d'une arme équipée d'un silencieux, dans le quartier Campo Amor, au sud de Medellin.

William García Cartagena avait été pendant dix ans, avocat plaidant de la Defensoría del Pueblo (ombudsman), et défendait les victimes dans les demandes de restitution des terres en vertu de la loi 975 (Justice et Paix). En outre, William García Cartagena faisait partie du Comité des droits de Segovia, au nord-est du département d'Antioquia et était le conseiller

juridique du Bureau Minier de Segovia-Remedios. Il agissait en qualité d'avocat des mineurs de Remedios et de Segovia, notamment pour les victimes de conflits armés à Segovia.

Selon la Confédération des mineurs de Colombie (Conalminercol), il avait reçu en sa qualité de défenseur des mineurs de Segovia, des menaces qui auraient été signalées à l'Unité nationale de

William García Cartagena s'était plaint de la persécution qu'il subissait depuis 1997 pour son travail dans le Comité des droits de Ségovie. Malgré les menaces il n'avait jamais voulu quitter la région où il travaillait et où il a été assassiné. Au cours des années passées, il avait défendu les victimes de Rodrigo Pérez Alzate, alias "Julian Bolivar, commandant du Central Bolivar Bloc des Forces d'autodéfense unies de Colombie (AUC) et avait fait partie du Collectif des défenseurs des droits de l'homme « Semences de la Liberté ».

#### 2016

# Miguel Segundo Maza Álvarez

Abattu par des hommes armés sur une moto, à Magangué (Bolívar)



Miguel Maza Segundo Alvarez, 51 ans, s'était rendu à Magangué dans le cadre d'une procédure de confiscation d'actifs appartenant à Enilce Lopez et à son fils Jorge Luis Alfonso López. Il était arrivé dès le 16 juillet à Magangué pour une vérification du séquestre des biens, en lien avec les affaires de jeux de hasard d'Enilce Lopez. Le lundi suivant, Miguel Maza Segundo Alvarez s'est rendu dans un taxi dans un magasin qui se trouve de Magangué, qui vend des concentrés d'aliments pour animaux. A peine s'est-il assis que deux hommes portant des casques sur une moto sont survenus. L'un deux est entré dans

l'entreprise et a tiré sur lui sans un mot à deux reprises, une fois dans la tête et une autre dans l'abdomen, avant de s'enfuir avec son complice.

Miguel Segundo Maza, qui vivait à Bogota et Barranquilla, était un avocat pénaliste chargé de suivre la procédure judiciaire en cours de séquestre des biens saisis de Enilce Lopez, alias «La Gata», liés à des affaires de jeux. Miguel Maza Segundo Alvarez avait été procureur de l'Unité de confiscation d'actifs, et associé à des enquêtes sur le scandale présumé de mauvaise gestion des biens saisis à la mafia par la Direction nationale des stupéfiants (Dirección Nacional del Estupefacientes (DNE). Il était aussi le fils unique du général à la retraite Miguel Maza Márquez, membre de la Police nationale de Colombie et ancien directeur du Département administratif de sécurité (DAS) entre 1985 et 1991, qui a fait l'objet d'une enquête pénale pour l'assassinat de l'ancien candidat à la présidence, Luis Carlos Galan Sarmiento, tué le 18 août 1989 à Soacha.

La police de Bolivar a offert une récompense de 50 millions de dollars à toute personne qui donnerait des informations permettant la capture des auteurs de l'assassinat.

- 20 janvier 2017 : Atenógenes Pertúz Polo abattu à Aeromar
- 24 janvier 2017 : Johnny Freddy Concha Valbuena, l'avocat des guérilleros des FARC, abattu dans le district de San Fernando de Cali
- 10 mars 2017 : Julio Gerardo Guanumen Pacheco, abattu dans le quartier Olaya Herrera, à Bogotá
- 6 avril 2017 : Luis Gerardo Ochoa Sánchez, assassiné dans son bureau, près du palais de justice à Pitalito.
- $-1^{er}$  mai 2017 : Lilian Yaneth Estrada Osorio, mère de cinq enfants retrouvée morte d'un coup de fusil à la tête, sur la route de Montería.
- 22 mai 2017 : Rafael Eberto Cabrera Salas, enlevé et séquestré à Popayán avant d'être tué sur la route de Puracé.
- 25 mai 2017 : José Alberto Morillo Navarro, abattu à El Carmen de Zamora au nord de Barranquilla. Son neveu Fernando José Morillo Cohen est blessé.
- 15 juin 2017 : Alejandro Ruiz Noriega, abattu par deux hommes à motos dans le quartier de Los Nogales.
- − 6 juillet 2017 : Menaces et harcèlement envers Soraya Gutierrez Arguello.
- 9 septembre 2017 : Leonardo Ballesteros Rodríguez, assassiné dans le secteur de Provenza à El Poblado.
- 19 septembre 2017 : Mario Aurelio Coral Bernal, assassiné dans le quartier Eduardo Santos, à Bogotá.
- –11 novembre 2017 : Menaces contre Daniel Prado Albarracín.
- 15 novembre 2017 : Harlyn Charrasquiel Meléndez assassiné dans la rue principale du quartier El Totumo, à Cereté.

#### Luis Gerardo Ochoa Sánchez

Assassiné dans son bureau, près du palais de justice de Pitalito



Le 6 avril 2017, un homme sonnait à la porte du cabinet de Luis Gerardo Ochoa Sánchez, a été assassiné dans son cabinet, près du palais de justice à Pitalito, à quelques mètres du quartier général du Procureur dans le Valle de Laboyos. Lorsqu'il est allé ouvrir, un homme qui est entré et lui a tiré une balle dans la tête, le tuant instantanément.

Avocat engagé et défenseur des droits de l'Homme, il a a mené des enquêtes importantes sur les cas de corruption mettant en cause des entrepreneurs de la région. Il a été élu municipal pendant plusieurs années et ancien candidat à la mairie pour le Centre démocratique.

Malgré le vol de certaines caméras et la modification des câbles de la vidéosurveillance avant le meurtre, 1 000 vidéos en provenance des caméras de sécurité du secteur ont pu être recueillies. Elles ont permis d'identifier et de poursuivre les auteurs présumés. Trois hommes, dont le directeur de la planification de la mairie de Pitalio et le chef d'une entreprise de construction, ont été arrêtés pour leur participation présumée au crime. Ils sont soupçonnés d'en être les auteurs intellectuels. En septembre, un tueur à gage présumé, dénommé Estiguan Sterling Santacruz, mais plus connu sous le nom de 'La Muerte', a été arrêté. En novembre 2017, Eduardo Villanueva Murcia a été condamné à huit ans et dix mois de prison, après avoir accepté sa responsabilité et négociésa peine avec le procureur dans le meurtre de l'avocat. Il avait fourni des renseignements déterminants pour l'arrestation des complices du meurtre. L'enquête a révélé que le commanditaire a payé 50 millions de pesos pour l'assassinat de l'avocat.

### *2018*

- 22 janvier 2018: Freddy Gómez Sanclemente, assassiné dans le quartier El Porvenir de Ouibdó.
- 26 février 2018: Soneyda Figueroa Duarte, avocate et Défenseure du peuple de la ville de Putumayo, abattue dans sa maison à Puerto Asís.
- 28 février 2018: Cesar Augusto Maya Gómez, avocat de Cartago, tué en plein jour sur l'avenue Circunvalar de Pereira, après un rendez-vous pour une procédure de divorce.
- 4 juillet 2018: Luis Fernando Medina Mendoza, abattu à Villavicencio quelques jours après avoir étaient menacés par un client.
- 24 septembre 2018: Jaime Guapi Riascos, abattu à Quintas de Salomia, au nord de Cali.
- 19 octobre 2018: Pedro Amorocho Barragán, abattu par des tueurs à gages dans le centreville d'Armenia.
- 23 octobre 2018 Jairo Mosquera, assassiné devant la porte de sa maison à Ciudad 2000, au sud-est de Cali.
- 9 novembre 2018: Dignoris Pérez Niño, victime d'une tentative d'assassinat à Barranquilla.

## Dignoris Pérez Niño

L'avocate de la Defensoría del Pueblo victime d'une tentative d'assassinat à Barranquilla.



Dignoris Niño Pérez, 40 ans, a été attaquée alors qu'elle quittait son domicile, dans le quartier El Lucero, à Barranquilla, pour aller prendre son véhicule sur un parking. Un homme à pied qui l'attendait s'est approché et a tiré deux fois sur elle sans mot dire. L'une des balles est entrée dans la joue gauche et est sortie par l'oreille du même côté. Le tireur s'est enfui à bord d'une moto conduite par un complice qui l'attendait.

Aux voisins qui ont accouru pour la secourir, Dignoris Pérez a eu la force de demander de ne pas laisser mourir car elle ne voulait pas laisser ses trois enfants seuls. Rapidement emmenée à la clinique La Merced, à Barranquilla, elle semble désormais faire l'objet d'un pronostic encourageant. La valle n'a causé que des dommages aux

tissus mous, mais mais elle ne peut plus articuler un mot.

Dignoris Pérez Niño, en sa qualité d'avocate travaillait auprès de la Defensoría del Pueblo (bureau du Médiateur) à Barranquilla.

Au moment de l'attaque, elle s'apprêtait à témoigner devant une juridiction pénale, lors d'une audience du procès de Marta Elena Díaz Ospina, la dirigeante de l'Association des familles pour la douleur isolée (Afusodo) poursuivie pour divers actes de fraude et pour avoir organisé une fausse attaque contre elle afin de pouvoir bénéficier d'un services de sécurité en tant que personne menacée.

Dignoris Pérez devait être entendu comme témoin dans cette affaire, parce que son ex-mari, l'ancien policier Eduardo Acosta Alis Cantero, y est impliqué.

Par ailleurs, en 2016, elle avait reçue des menaces attribuées au gang des «Rastrojos». Elle avait reçu en même temps que 11 autres dirigeants sociaux, syndicalistes et défenseurs des droits de l'homme, un message anonyme lui donnant un délai de 72 heures pour quitter Barranquilla à peine d'être assassinée.

Selon les avocats qui travaillaient avec elle, Dignoris Pérez a consacré sa vie professionnelle à assister les victimes de conflit armé, à traiter des affaires de violations des droits de l'homme et à enquêter sur les violences dans les Caraïbes colombiennes. La Defensoría del Pueblo a fermement condamné l'attaque, et a fermé ses portes en signe de protestation.

## Cesar Augusto Maya Gómez

Tué en plein jour à Pereira après un rendez-vous pour une procédure de divorce

Cesar Augusto Maya Gómez, avocat de Cartago, a été tué le 28 février 2018 en plein jour, le 28 février sur l'avenue Circunvalar de Pereira après un rendez-vous pour une procédure de divorce. Avant de quitter Cartago de bonne heure à moto pour se rendre à Pereira, il avait parlé à un ami notaire et lui a dit qu'il se rendait à Pereira pour conseiller un couple en instance de divorce. Il s'est rendu au rendez-vous fixé et a attendu près de l'entrée des locaux d'une étude de notaire - la Notaría Sexta. Il parlait sur son téléphone portable lorsqu'un individu s'est approché par l'arrière et a tiré à trois reprises dans la tête.

Le crime aurait pour but, entre autres choses, de faire disparaître certains documents que l'avocat avait en sa possession. La police a procédé à l'arrestation des auteurs matériels du crime. Ils ont également trouvé les papiers de la victime à l'intérieur du véhicule.

Le 8 juillet, trois personnes ont été arrêtées, deux hommes et la femme qui aurait convoqué la victime chez le notaire après l'avoir berné en invoquant une procédure de divorce. Un quatrième homme a été arrêté plus tard.

Avocat diplômé de l'Université libre de Pereira, César Augusto Maya Gómez, membre d'une famille reconnue dans le domaine politique et social à Pereira, vivait à Cartago avec son épouse et ses deux enfants.

### *2019*

- 20 mars 2019 : Paulo Enrique Muñóz López assassiné à Cali.
- 15 avril 2019 : Edwin José Puello Santana, avocat du chanteur Juan Mindiola, assassiné dans la commune de Maicao,
- 29 avril 2019 : Juan Pablo Buitrago Arcila, mort dans la 18e rue avec l'avenue de Barrio
- 7 mai 2019 : le corps de Estefany Hoyos Daza retrouvé dans une voiture abandonnée entre Bogotá et Soacha,
- 20 mai 2019 : Paula Andrea Rosero Ordóñez, assassinée à Samaniego, dans le département de Nariño.
- 12 juin 2019: Andrés Felipe Mosquera Miranda assassiné, sur Carrera 3D avec la Calle 71 dans le quartier Quintas de Salomia, à Cali.
- 20 juin 2019 Octavio Alejandro Roldan de la Cruz, 48 ans, a été assassiné dans une boulangerie de la commune de Palmira.
- 20 juillet 2019; Yamile Guerra, avocat environnemental et leader social et politique, assassiné dans le quartier Mirador de la Hacienda, à Floridablanca, département de Santander.
- 6 octobre 2019 : Uriel Quesada Valencia, assassiné dans le quartier Mirador à Santander de Quilichao, Cauca

### Yamile Guerra

L'avocate environnementale qui plaidait contre l'accaparement illégal des terres, assassiné à Floridablanca



Yamile Guerra 42 ans, a été assassinée le 20 juillet 2019, dans le quartier Mirador de La Hacienda, à Floridablanca, département de Santander. Selon la police métropolitaine de Bucaramanga, le meurtre a eu lieu dans une ferme du quartier Mirador de La Hacienda à Floridablanca, après une âpre discussion au sujet d'un différend foncier. Le crime contre Yamile Guerra a été commis par deux hommes vêtus de noir et armés d'armes à feu qui ont tiré à deux reprises sur elle. Un suspect a été arrêté et a admis avoir reçu un paiement pour commettre le meurtre. La police de Bucaramanga enquête pour savoir si le crime est lié à un litige foncier à Floridablanca, où son père, Hernando

Guerra, a également été assassiné il y a plusieurs années.

Selon ses proches, Yamile Guerra était très préoccupée par de ce problème de contentieux foncier et elle a déclaré à plusieurs reprises « qu'elle ne se sentait pas en sécurité." Elle recevait quotidiennement des menaces de mort et avait demandé sa protection aux autorités. Yamile Guerra est le troisième membre de sa famille à être tué à cause de conflits fonciers.

Elle était en charge du contentieux foncier à Santander et a accompagné la procédure de restitution des terres à deux reprises. Elle a activement travaillé pour résoudre les différends entre les communautés locales et les sociétés de développement, et a plaidé contre l'accaparement illégal des terres.

Au cours des dernières années de sa vie, Yamile Guerra est devenue de plus en plus active dans les causes environnementales contre les développements urbains, en particulier en défendant les zones humides riches en biodiversité de Santurbán, une région qui fournit de l'eau douce à près de 2 millions de personnes.

Avocate et femme politique, Yamile Guerra était bien connue comme dirigeante communautaire et militante politique de la région de Santander. Elle a fait partie de plusieurs mouvements politiques, a occupé divers postes politiques, dont le secrétariat général du gouvernement de Santander à Bogotá et a également été candidate à la mairie de Bucaramanga. Moins d'une semaine après la mort de Yamile, des milliers de Colombiens ont défilé dans les villes et villages avec des photos en noir et blanc de militants assassinés. Les banderoles disaient : « Sans dirigeants, il ne peut y avoir de paix » et « Plus d'effusion de sang ».

Des mouvements sociaux et des organisations de défense des droits de l'homme ont dénoncé le meurtre et la persécution de leaders sociaux pendant le gouvernement d'Iván Duque. Selon l'Institute for Development and Peace Studies (INDEPAZ), au moment de la mort de Yamile Guerra, au moins 702 dirigeants communautaires et militants des droits de l'homme ont été assassinés depuis que le pays a signé un accord de paix en août 2016. Les peuples autochtones et afro-colombiens et les femmes défenseurs des droits de l'homme sont les militants les plus à risque.

### **2020**

- 9 septembre 2020 : Javier Ordóñez, 44 ans, décédé lors d'une violente opération de police du quartier de Santa Cecilia, dans la ville d'Engativá.
- 25 octobre 2020 : Héctor David Olivares Rivera, assassiné dans la Ciudadela La Libertad à Cúcuta.
- 27 octobre 2020 : Ademir Paolo Riascos Edna, assassiné dans sa maison, située sur l'île de San Andrés.
- 9 décembre 2020 : Freddy Agustín Barragán, avocat au bureau du Médiateur de la ville, abattu de 17 coups de feu dans le centre de Cúcuta.

## Javier Ordóñez

Abattu lors d'une violente opération de police du quartier de Santa Cecilia, à Engativá.



Javier Ordóñez 44 ans, était avocat et avait également étudié l'aéronautique. Mais il avait un taxi et vivait de son taxi, à Engativá. Il avait deux enfants âgés de 15 et 11 ans, qui vivaient avec lui. sa mère vit à Barcelone. Le 9 septembre 2020, il était dans son appartement en train de boire avec deux autres amis. Ils sont sortis, pour acheter de la bière.

A ce moment-là se déroulait une violente opération de police dans le quartier de Santa Cecilia, d'Engativá.

Des policiers l'ont arrêté et l'agression s'est produite. La procédure policière a été enregistrée dans une vidéo qui est devenue virale et a déclenché des manifestations et des émeutes à Bogotá. Sur les images,

deux policiers sont observés en train de soumettre l'homme au sol avec des décharges électriques d'un pistolet Taser à plusieurs reprises. On peut entendre Javier supplier à plusieurs reprises : "S'il vous plaît arrêtez". Des agents sont également entendus à plusieurs reprises demander à l'homme au sol de remettre ses «mains en arrière». Plusieurs passants ont tenté d'intervenir et demandé aux agents d'arrêter de l'agresser.

Selon les policiers, Javier Ordóñez aurait été arrêté pour consommation de boissons alcoolisées sur la voie publique. Transféré dans un commissariat de Bogotà, placé en garde à vue, il y a reçu plusieurs coups dont les preuves et les conséquences ont été établies dans les rapports présentés par le Bureau du procureur général de la Nation et de médecine légale. Javier Ordóñez est décédé quelques heures plus tard dans un hôpital voisin. La famille a déclaré que la police «l'avait assassiné». La police de Bogotá a regretté les événements et a immédiatement suspendu les deux policiers impliqués dans l'incident et ordonné une enquête.

Après la mort de Javier Ordóñez, des centaines de personnes se sont jetées contre le poste de police où il a été conduit et ont été dispersées par la force publique. Mais les manifestations contre les violences policières se sont ensuite étendues à d'autres parties de Bogotá et à d'autres villes telles que Medellín (Nord-Ouest), Cali (Sud-Ouest) ou Barranquilla (Nord).

Le 13 Avril 2021, le policier Juan Camilo Lloreda Cubillos a été condamné à 20 ans de prison et à une amende équivalant à 1 500 salaire mensuel minimum (environ 370 500 \$ US) pour « homicide aggravé et de torture aggravée ».

#### Carlos Andrés Lemos Pava - 9 février 2021

Carlos Andrés Lemos Pava, 40 ans assassiné à Cali alors qu'il déjeunait dans un restaurant péruvien, dans le quartier de Santa Mónica Residencial, dans le nord de Cali. Des hommes sont arrivés en moto et l'un d'entre eux s'est rendu à pied jusqu'au restaurant où après avoir repéré sa victime il a tiré sur elle à plusieurs reprises avant de quitter les lieux pour monter à bord d'un taxi qui passait dans le secteur. Mais il a pu être retrouvé par des policiers en uniforme qui l'ont arrêté

Le tueur à gages avait fait précédemment l'objet d'arrestation pour divers autres homicides entre 2018 et 2020 et haver était pour port illégal d'armes en 2018 ainsi que pour trafic d'armes et un autres un homicide dans la même année. Du parquet avec lequel ils ont signalé la poursuite du tueur à gages présumé.

Carlos Andrés Lemos qui était bien connu pour être le compagnon d'une mannequin de renom était le fondateur d'un important cabinet qui sur des affaires d'extradition entre la Colombie et l'Équateur, activité qui est considérée comme une cause possible de l'acte criminel dont il a été la victime.

#### Fernando García - 9 février 2021

Fernando García assassiné par des tueurs à gages dans le quartier de Santa Rita de Puente Aranda, à Bogotá. Il était dans son véhicule, devant une quincaillerie, lorsqu'il a été abordé par un homme à vélo qui a tiré sur lui à plusieurs reprises. Plusieurs personnes avaient été chargées de surveiller ses déplacements et il aurait été suivi par le tireur depuis le départ de son domicile. 4 des 7 membres du gang de tueurs à gages qui avait participé à l'exécution, dont une femme, ont été arrêtés. Il est à noter que plusieurs mois après le crime, le Parquet n'a pas été en mesure d'établir l'identité du meurtrier, ni les mobiles du crime.

#### Jaime Alberto Roll Cifuentes – 21 mai 2021



Jaime Alberto Roll Cifuentes, 42 ans, a été assassiné dans le quartier Conquistadores, à l'ouest de Medellín par des hommes armés à moto alors qu'il circulait dans un taxi dans le secteur de Bulerías, entre Laureles et Belen. Le chauffeur et une autre personne qui se trouvait dans le même véhicule ont été blessés lors de l'attaque.

La Police a précisé qu'elle avait des hypothèses mais n'a pas révélé lesquelles. Jaime Alberto Roll Cifuentes était le neveu de Dolly Cifuentes Villa, sœur de Lucía Cifuentes Villa, qui a été arrêtée avec son fils Jaime Alberto en 2014 pour trafic de drogue pour ses liens avec Chapo Guzmán, chef du cartel de Sinaloa (Mexique) .prisonnier aux États-Unis. Jaime Alberto avait été libéré de prison en 2020. La famille est connue sous le nom de Cifuentes Villa Clan.

### Camilo Zabala Castiblanco - 21 juin 2021



Camilo Zabala Castiblanco, 35 ans, spécialiste de droit public et de droit pénal, a été victime d'une attaque à l'arme à feu dans une cafétéria appelée "San Café", située dans le centre de Bogotá Calle 19 avec Carrera 6. lorsqu'un homme s'est approché de lui Alors qu'il était en train de prendre un café comme il le faisait tous les jours près de son cabinet et a tiré sur lui à plusieurs reprises. Les autres clients de la cafétéria ont essayé de lui porter secours mais en vain.

Le tueur à gages a tenté de s'échapper au milieu du chaos, mais a été rattrapé par un agent de sécurité dans le secteur. La police estime que le meurtre de Camilo Zabala se rattache à une affaire dans laquelle il intervenue dans le cadre de son activité professionnelle.

#### 42

### Miguel Ángel Rúa López - 9 juin 2021



Miguel Ángel Rúa López, 39 ans, a été assassiné alors qu'il se trouvait dans une aire de restauration située dans le sud de la ville du quartier Valle del Lili. un homme portant un casque est entré et sans dire un mot lui a tiré dessus à plusieurs reprises, puis s'est enfui à moto.

Diplômé de l'Université de Santiago de Cali et qu'il avait terminé ses études en 2017, il travaillait dans le cabinet «Rúa y Asociados», où il se consacrait à des conseils sur les ventes immobilières.

#### José Joaquín Gonzales Obando - 7 décembre 2021

José Joaquín Gonzales Obando, avocat bien connu d'Ipiales, a été abattu alors qu'il se déplaçait dans un quartier fréquenté du centre de la ville.

Un homme d'environ 70 ans est venu à sa rencontre, a sorti un pistolet et a tiré sur lui à plusieurs reprises, le tuant sur le coup.

L'agresseur aurait remis une somme d'argent à la victime qui ne le lui aurait pas restitué. Il s'agirait plus sûrement de représailles à la suite du refus de l'avocat de prendre en charge une affaire.

#### William Albert Ampudia Cardozo - 28 décembre 2021



William Albert Ampudia Cardozo, 58 ans, a été abattu dans le quartier Atanasio Girardot au nord-est de Cali. Il s'était rendu sur les lieux pour parler d'une affaire.

Il s'était rendu sur les lieux du rendez-vous en compagnie de deux mineurs, qui seraient ses proches. À son arrivée, il a apparemment passé un appel indiquant qu'il se trouvait au lieu de rendez-vous proposé. un individu armé est d'arriver quelques minutes plus tard et a tiré sur lui à plusieurs reprises.

William Ampudia était avocat et intervenait comme imprésario dans le domaine de l'événementiel et du divertissement.

## Ils en ont réchappé

#### - 17 Novembre 2005 : Ernesto Moreno Gordillo défenseur des prisonniers politiques membres des FARC

Le 17 novembre 2005, alors qu'il sortait de chez lui pour se rendre à son bureau, Ernesto Moreno Gordillo, membre du bureau de l'Association Colombienne des Juristes Démocrates, et de l'Association des Droits de l'Homme Eduardo Umaña Mendoza - ACADEUM. a été gravement atteint par trois tirs à bout portant. Il a été transporté à l'hôpital de Bogota, dans un état critique.

Ernesto Moreno Gordillo avait en charge la défense de prisonniers politiques et celle de M. Rodrigo Granda Escobar, signalé par l'Etat colombien comme étant le "Ministre des Affaires Etrangères des FARC".

#### - 10 décembre 2010; William Cristancho Duarte, avocat de l'organisation Corporación Compromiso, menacé peu après avoir assisté à une audience préliminaire



William Cristancho Duarte, avocat de l'organisation Corporación Compromiso, conseille et assiste les victimes du conflit armé en Colombie, a survécu à une tentative d'assassinat dans le nord de la Colombie. Le 10 décembre, alors qu'il se rendait en voiture à la prison de Palogordo, un inconnu a tiré à deux reprises sur son véhicule, aux environs de Girón, dans un quartier appelé Bahondo. Une des balles a traversé la vitre arrière.

Le 26 octobre précédent, il avait reçu des menaces après avoir assisté à une audience préliminaire, à Piedecuesta, concernant l'affaire de l'exécution extrajudiciaire de deux paysans colombiens tués en 2007 lors

d'une opération militaire du bataillon du Génie Francisco José de Caldas. Les deux hommes tués avaient été présentés comme des guérilleros tués au combat.

Lors de l'audience préliminaire consacrée à l'examen des chefs d'accusation et aux garanties offertes par les accusés, William Cristancho Duarte avait demandé aux autorités judiciaires le placement en détention de membres du bataillon du Génie Francisco José de Caldas pour leur rôle dans ces homicides. Plusieurs personnes ont observé et suivi William Cristancho Duarte alors qu'il se rendait à l'audience. Après sa rencontre avec les autorités, il a reçu un appel sur son téléphone portable, l'invectivant et lui disant : «avocat... ennemi de l'armée...». Quelques minutes plus tard, à deux rues de la place principale, un homme l'a abordé et lui a demandé de «dégager», en le traitant de «défenseur de guérilleros». Un témoin de ces exécutions a également été menacé.

William Cristancho Duarte, défend en particulier les proches de personnes victimes d'exécutions extrajudiciaires commises par des membres des forces armées, et qui sont ensuite présentés systématiquement comme des «guérilleros tués au combat».

## 15 janvier 2013 José Castillo Tuirán

Deuxième attentat à Barranquilla



Un engin explosif a été lancé à onze heures du soir contre le cabinet Castillo y Asociados, où travaille José Francisco Castillo Tuirán, à Bellavista, dans le quartier de La Concepción. L'explosion a été intense et a été entendue jusqu'à 10 patés de maisons aux alentours. L'immeuble était inhabité et l'attaque n'a pas fait de victimes, seuls des dommages matériels ont été causés.

A cette heure, José Francisco Castillo Tuirán, qui était visé, était absent. C'est la deuxième fois que José Castillo Tuirán a été victime d'une attaque. Le 7 décembre 2012, il avait reçu des coups de feu par des

hommes armés alors qu'il quittait le bureau et allait monter dans sa voiture. Quatre balles ont été tirées mais une seule l'avait atteint à la main droite. Malgré sa blessure, José Francisco Castillo Tuirán avait pu monter dans son véhicule et conduire jusqu'à la Clínica del Caribe, où il avait pu être soigné.

José Francisco Castillo Tuirán est un avocat pénaliste, diplômé de l'Université de Cartagena, qui a occupé des postes publics importants, y compris de contrôleur ministériel (1998-2000), de directeur et procureur en chef de section de la magistrature (2008-2009) ainsi que de juge supplémentaire de la chambre criminelle de la Cour de Barranquilla.

Dans la ville, on relie l'attaque à la crise de la Chambre de Commerce, dont les élections ont été annulées. Le cabinet Castillo y Asociados avait été chargé d'engager des poursuites pénales contre les membres du conseil d'administration de la même Chambre de Commerce (BCC), élu en juillet 2012, qui, selon la déclaration faite par la Direction générale de l'Industrie et du Commerce, aurait frauduleusement inscrit sur les listes électorales, plus de 1500 individus et des sociétés diverses afin qu'ils puissent participer aux élections.

#### 1er février 2017

## Jorge Enrique Belalcázar

Échappe à aux tirs de tueurs près de la Gobernación del Valle dans le centre de Cali,



Jorge Enrique Belalcázar, avocat pénaliste reconnu fut attaqué le 1er février 2017 dans le guartier de San Nicolás près de la Gobernación del Valle au centre-ville de Cali. Il se trouvait à l'intérieur de son véhicule et arrêté à un feu rouge lorsque qu'une personne s'est approchée et lui a tiré dessus à deux reprises avant de prendre la fuite. Jorge Enrique Belalcàzar a reçu une balle dans l'épaule gauche et a été emmené à la clinique de San Juan de Dios, avant d'être transféré au centre médical Imabanaco, dans le sud de la capitale du Valle del Cauca. Après plusieurs journées de soins intensifs il a pu finalement quitter le centre

Les autorités auraient identifié le tireur au moyen d'une vidéo amateur prise par un témoin ce serait un certain Clever.

#### 23 février 2017

# César Ignacio Acosta

Victime d'une tentative d'assassinat à San José del Fragua



César Ignacio Acosta Salazar, 38 ans, a été attaqué par deux hommes munis d'armes à feu alors qu'il déjeunait en compagnie du juge de San José del Fragua et du procureur local de Belén de los Andaquíes, dans un restaurant situé sur le Malecón de San José del Fragua.

Une personne s'est approchée et a tiré sur lui à deux reprises le touchant au niveau du thorax et de la pommette droite avant de prendre la fuite à l'aide d'un complice qui l'attendait à moto. Acosta Salazar fut immédiatement transporté au centre médical de San José del Fragua, avant d'être transféré dans un centre mieux équipé pour soigner les blessés graves. Après plusieurs jours de soin intensifs il est parvenu à récupérer de ses blessures.

Deux suspects, Ferney Monje, alias « Pepe », et Edgar Eduardo Ramirez, alias « Loco », ont été arrêtés. Ils ont plaidé coupables de l'accusation de tentative de meurtre avec circonstances aggravantes.

Selon les autorités cette attaque serait une vengeance due à une affaire que César Acosta Salazar avait plaidée, en sa qualité de principal avocat de la municipalité de San José del Fragua, ce qui lui vaut d'être exposé dans de nombreuses affaires.

## 30 septembre 2021 Gloria Estella Becerra López

Gloria Estella Becerra López, 51 ans, avocate pénaliste, a été gravement blessée lors d'une attaque lors d'une attaque dans la municipalité de La Estrella par des tueurs à gages gages Après avoir quitté la prison à sécurité maximale d'Itagüí. Elle était en compagnie de son neveu, Ricardo Rojas Becerra, étudiant en droit à l'Université autonome d'Amérique latine, qui a été tué. Ils ont été suivis par quatre hommes armés sur deux motos. Deux des quatre hommes ont été capturés. Gloria Estela Becerra López, intervenait dans des affaires pénales sensibles dans la Valle de Aburrá." Elle était notamment bien connue dans les milieux judiciaires de Medellín, pour avoir représenté légalement plusieurs des principaux dirigeants du crime organisé de la vallée d'Aburrá. Parmi ses clients figurent Julián Andrey González Vásquez ("Barny"), Édinson Rodolfo Rojas ("Pichi Gordo") et Camilo Rendón Castro ("el Saya"), dirigeants de "la Terraza" et "la Oficina"; les deux premiers sont actuellement en probation, le temps qu'ils finissent de purger des peines pour homicide.

Elle était notamment intervenue entre novembre 2015 et février 2016. dans une affaire notoire de coopération avec la justice lors de laquelle des dirigeants avaient accepté de fournir des informations pour clarifier plusieurs meurtres. Mais le processus n'a pas abouti, car il a provoqué des affrontements au sein du parquet lui-même, sur le bien-fondé de telles négociations, et il a été annulé par l'instance supérieure. Les meneurs n'avaient pas obtenu les réductions de peine qu'ils réclamaient. Elle défendait également Mauricio Asprilla, un leader communautaire du secteur de Zafra, arrêté en 2017 pour des liens présumés avec le gang Los Pajaros de Belén.

La tentative d'assassinat pourrait être liée à une lutte pour le pouvoir au sein de « la Terraza ». elle pourrait également avoir pour origine un différend entre l'avocate et le gang connu sous le nom de « los Triana », pour le paiement des honoraires d'une affaire judiciaire et l'ordre de la tuer serait venu de la prison d'Itagüí.

Gloria Estella Becerra López travaillait avec la Corporación Humanitaria Justicia al Derecho, (la société humanitaire Justicia al Derecho) qui a demandé aux autorités de lui fournir une protection immédiate.

### L'Observatoire Mondial des Droits de la Défense et des violations des droits des avocats

**SOUTIENT** 



### Suppléments Spéciaux



**2017 CHINE 2018 EGYPTE** 2019 TURQUIE 44 p. 102 p 60 p.



2020 PAKISTAN 2021 AZERBAIDJAN 2022 COLOMBIE

34 pages 48 pages 78 pages



## **IDHAE**

## L'Observatoire Mondial des Droits de la Défense et des violations des droits des avocats

### **SOUTIENT-SUPPORTS**



2022

Réalisation: Vera Durant-Faber (IDHAE)



# Cesavocats

Assassinés, emprisonnés, persécutés

## Journée de l'avocat en danger

24 janvier 2022



